

Art. 28. De examencommissie beraadslaagt met gesloten deuren over het slagen of verlagen van de kandidaat. De uitslagen van de beraadslaging worden in de notulen opgenomen en onmiddellijk in openbare zitting bekendgemaakt. In de notulen en op de getuigschriften en diploma's die door de examencommissie worden uitgereikt wordt geen enkele graad of titel vermeld.

Art. 29. De kandidaat, ingeschreven voor de examens van reeks B, die niet tevens voor die van reeks A was ingeschreven en wiens getuigschrift van hoger onderwijs op de inschrijvingsdatum niet gehomologeerd was, kan zijn bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs pas ontvangen na voorlegging van het gehomologeerd getuigschrift.

Art. 30. De kandidaat, ingeschreven voor de examens van reeks B, die niet tevens voor die van reeks A was ingeschreven en van wie het buitenlands diploma of getuigschrift niet als gelijkwaardig met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs erkend was op de datum van zijn inschrijving, kan het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs pas ontvangen na voorlegging van het officieel gelijkwaardigheidsattest.

Art. 31. Het besluit van de Duitstalige Gemeenschap van 25 april 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Duitstalige Gemeenschap voor het hoger secundair technisch, beroeps- en kunstonderwijs, derde afdeling van de examencommissie van de Duitstalige Gemeenschap voor het secundair onderwijs wordt geschrapt.

Art. 32. De Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 26 september 1990.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter van de Executieve,

J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media,

B. FAGNOUL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 90 — 3123

31 MAI 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 mars 1990;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- « décret » : le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;
- « ingénieur des mines » : le directeur du service extérieur concerné de la division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol;
- « fonctionnaire délégué » : le fonctionnaire délégué visé à l'article 42, § 1er, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;
- « Exécutif » : l'Exécutif régional wallon ou le Ministre délégué à cette fin.

CHAPITRE II. — Du permis d'extraction

Section 1^{re}. — De l'octroi du permis

Art. 2. Les demandes de permis d'extraction pour les carrières et leurs dépendances sont introduites en quatre exemplaires auprès du collège des bourgmestre et échevins.

Si l'exploitation doit s'étendre sur le territoire de plusieurs communes, les demandes sont introduites auprès de chacun des collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées.

Les demandes sont envoyées par pli recommandé à la poste ou déposées à l'administration communale, avec accusé de réception dans les deux cas.

Art. 3. § 1^{er}. Toute demande de permis d'extraction qu'elle concerne une carrière ou une dépendance de carrière, comporte les indications et pièces suivantes :

- 1° les nom, prénom, qualité et domicile du demandeur, ou la raison sociale et le siège s'il s'agit d'une personne morale;
- 2° la nature et l'objet de l'exploitation projetée;
- 3° le nombre d'ouvriers à employer;
- 4° la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement visée au Titre II du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;
- 5° la liste des parcelles cadastrales sur lesquelles s'exercera l'exploitation projetée;
- 6° un extrait de la matrice cadastrale indiquant les noms des propriétaires des parcelles ou parties de parcelles sur lesquelles s'exercera l'exploitation projetée et de celles situées dans un rayon de 100 mètres de l'exploitation projetée;
- 7° un extrait du plan cadastral comprenant les parcelles citées au 5° et au 6°;
- 8° un extrait de carte au 1/25 000 donnant la localisation du site;

9° un extrait de carte au 1/10 000 sur lequel figure le pourtour des parcelles ou des dépendances faisant l'objet de la demande.

§ 2. Lorsqu'elle est relative à une carrière, la demande de permis d'extraction comporte les indications et pièces supplémentaires suivantes :

- 1° la description géologique et hydrologique du site;
- 2° la nature des substances à extraire, leurs quantités annuelles présumées ainsi que leurs destinations;
- 3° le programme d'exploitation et d'occupation des terrains;
- 4° la méthode d'exploitation ainsi que les appareils et procédés à mettre en œuvre; la nature et la puissance des moteurs;
- 5° la destination du site après exploitation;

6° une étude détaillée des travaux à effectuer pour réaménager le site conformément au point 5° et de leur coût global, ainsi que le programme d'exécution de ces travaux pendant ou après l'exploitation. Dans la mesure où le programme de réaménagement nécessite l'apport de matériaux de remblayage extérieurs à l'exploitation, le dossier comprend les renseignements relatifs à la nature de ces matériaux et aux conditions de remblayage;

7° le coût du réaménagement suite aux travaux à effectuer jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit le début de l'exploitation, et la formule de calcul du cautionnement que le demandeur préconise pour l'application de l'article 26.

§ 3. Lorsqu'elle est relative à une dépendance de carrière, la demande de permis d'extraction comporte en outre les indications et pièces supplémentaires suivantes :

- 1° la description des appareils et des procédés à mettre en œuvre; la nature et la puissance des moteurs; les matières et les produits qui seront traités ainsi que leurs quantités annuelles présumées;
- 2° le programme de réalisation et de mise en service du projet;
- 3° les plans, à l'échelle 1/200 ou à toute échelle mieux adaptée au projet, descriptifs des dépendances projetées.

§ 4. La demande de permis d'extraction comporte, selon les cas, les documents relatifs à l'exécution des travaux techniques au sens des articles 203 à 228 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme.

Art. 4. Au plus tard dans les dix jours de la réception de la demande, le collège des bourgmestre et échevins adresse trois exemplaires du dossier à l'ingénieur des mines.

Celui-ci transmet sans délai un exemplaire du dossier au fonctionnaire délégué; dans les huit jours de la réception de cet exemplaire du dossier, le fonctionnaire délégué adresse à l'ingénieur des mines un avis sur la conformité du dossier avec l'article 3.

Dans les vingt jours de la réception de la demande par le collège, l'ingénieur des mines fait rapport au collège sur la conformité du dossier et donne son avis quant à l'application du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne et ses arrêtés d'exécution.

Si le rapport conclut au caractère incomplet du dossier, le collège des bourgmestre et échevins en informe le demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la demande; le demandeur est informé des pièces et renseignements manquants et du fait que la procédure est interrompue jusqu'à ce que le dossier ait été complété, conformément à l'article 2, alinéa 3.

Art. 5. Dans les dix jours de la réception du rapport de l'ingénieur des mines concluant au caractère complet du dossier, le collège des bourgmestre et échevins ouvre une enquête publique, d'une durée de trente jours, par l'affichage d'un avis indiquant l'objet de la demande et les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête ainsi que la faculté prévue à l'article 6.

Cet avis reste affiché pendant la durée de l'enquête au siège de l'exploitation et aux endroits ordinaires de l'affichage.

Le collège des bourgmestre et échevins donne, dans le délai de dix jours visé à l'alinéa 1^{er}, avis de la demande par écrit individuellement et à domicile, aux propriétaires et principaux occupants des immeubles situés dans un rayon de cent mètres, ainsi qu'aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans le même rayon.

Art. 6. Pendant la durée de l'enquête, la demande d'autorisation et les plans y annexés peuvent être consultés par tous les intéressés, à l'administration communale.

Art. 7. Pendant la durée de l'enquête, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un agent communal, désignés par ledit collège, recueille les observations écrites.

A l'expiration du délai fixé pour l'enquête publique, il tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent, et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal qui clôture l'enquête publique.

Les demandeurs peuvent avoir communication du procès-verbal ainsi que des observations écrites ou verbales formulées au cours de l'enquête.

Art. 8. Dans le délai de dix jours suivant la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins transmet l'ensemble du dossier à l'ingénieur des mines, qui le communique sans délai au fonctionnaire délégué.

Celui-ci renvoie le dossier à l'ingénieur des mines, dans les cinquante-cinq jours de la date de clôture de l'enquête, avec son avis motivé dans lequel il propose, le cas échéant, les mesures visées à l'article 15, c et d, du décret.

Art. 9. L'ingénieur des mines peut consulter les fonctionnaires, organismes ou comités techniques qu'il juge nécessaire d'entendre.

Ceux-ci remettent leurs observations dans les quinze jours.

Dans les cent dix jours suivant la clôture de l'enquête, l'ingénieur des mines renvoie le dossier au collège des bourgmestre et échevins, avec son avis motivé dans lequel il propose, le cas échéant, les conditions à imposer au demandeur tant pour l'exploitation que pour le réaménagement du site.

S'il le juge utile, l'ingénieur des mines dispose d'un délai supplémentaire de trente jours pour se concerter avec le fonctionnaire délégué.

A cette occasion, celui-ci peut revoir son avis.

Art. 10. Le collège des bourgmestre et échevins prend sa décision sous forme d'arrêté motivé dans les cent quatre-vingts jours de la date de la clôture de l'enquête.

S'il ne s'est pas prononcé dans ce délai, le demandeur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le collège des bourgmestre et échevins en demeure de prendre sa décision dans un délai de trente jours.

L'absence de décision notifiée dans ce délai équivaut à un rejet de la demande.

Art. 11. L'arrêté du collège des bourgmestre et échevins vise l'avis conforme du fonctionnaire délégué et celui de l'ingénieur des mines.

Le permis d'extraction fixe le délai dans lequel l'exploitation projetée devra être mise en exécution.

Il fixe la durée de l'autorisation qui peut être illimitée en ce qui concerne la carrière.

Il fixe les conditions et mesures visées à l'article 15 du décret et prévoit notamment comme conditions de l'autorisation :

1° le respect des prescriptions du Règlement général pour la Protection du Travail et de ses annexes, à l'exclusion du Titre 1^{er};

2° l'interdiction de cesser l'exploitation durant deux années consécutives;

3° l'affectation du site après exploitation;

4° l'obligation d'obtempérer aux instructions de l'ingénieur des mines si l'exploitation présente un danger pour la santé ou la sécurité publique.

Art. 12. Une expédition de l'arrêté et de ses annexes est transmise dans les dix jours à l'ingénieur des mines, au fonctionnaire délégué et au demandeur.

L'arrêté est affiché in extenso pendant dix jours à la maison communale et au siège de l'exploitation projetée. Cet affichage s'effectue dans les cinq jours de la décision intervenue.

Toutefois, un avis affiché dans les mêmes conditions peut remplacer l'affichage in extenso. Cet avis signale la décision intervenue, en attirant l'attention du public sur le fait que le texte intégral de l'arrêté et des conditions imposées peut être consulté à l'administration communale.

La décision est en outre portée sans délai à la connaissance des administrations publiques, visées à l'article 5, alinéa 3.

Art. 13. Le recours visé à l'article 14, § 2, du décret est adressé à l'Exécutif, par lettre recommandée, dans les vingt jours suivant le premier jour de l'affichage prescrit par l'article 12.

Lorsque la demande est rejetée en application de l'article 10, alinéa 3, le délai court à partir du trente et unième jour à partir de la mise en demeure visée à l'article 10, alinéa 2.

Si le recours est introduit par l'ingénieur des mines, le fonctionnaire délégué ou un tiers intéressé, ceux-ci doivent en même temps en notifier une copie au demandeur du permis d'extraction.

Dans les quinze jours de la réception du recours, l'Exécutif notifie celui-ci au collège des bourgmestre et échevins, qui lui transmet le dossier dans les huit jours.

Art. 14. Si le recours émane du fonctionnaire délégué ou de l'ingénieur des mines, l'Exécutif statue dans les trois mois.

Dans les autres cas, ce délai est porté à six mois.

Si l'Exécutif ne peut se prononcer dans les délais visés aux alinéas 1^{er} et 2, il peut prolonger ces délais par un arrêté motivé qui est notifié aux intéressés.

Art. 15. La décision définitive qui intervient sur le recours est notifiée dans les quinze jours au collège des bourgmestre et échevins et portée à la connaissance des intéressés de la manière et dans les délais prévus à l'article 12.

Art. 16. Le titulaire du permis d'extraction est tenu de porter à la connaissance de l'ingénieur des mines, quinze jours au moins à l'avance, la date fixée pour le commencement des travaux.

Section 2. — De la modification, du changement de titulaire, des obligations nouvelles, du retrait et de la suspension du permis

Art. 17. § 1^{er}. Toute extension de l'exploitation à de nouvelles parcelles et toute création de nouvelles dépendances font l'objet d'un permis délivré conformément aux articles 2 à 16.

§ 2. Il y a lieu à modification préalable du permis d'extraction lorsque les changements, transformations ou développements à apporter aux dépendances ou à leur fonctionnement ne sont pas conformes aux conditions d'exploitation imposées par le permis, ou lorsqu'ils sont de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'inconfort envers les riverains ou l'environnement.

Il y a lieu également à modification préalable du permis pour tout changement relatif aux conditions imposées en vertu de l'article 15, c et d, du décret.

Les articles 2 à 16 sont applicables à la demande de modification.

§ 3. Lorsque l'exploitant, en application du § 2, sollicite la modification d'un permis octroyé sur recours par l'Exécutif, cette demande est également soumise aux dispositions des articles 2 à 16.

Toutefois, la décision du collège des bourgmestre et échevins visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, est remplacée par un avis donné à l'Exécutif.

Cet avis et le dossier complet sont adressés à l'Exécutif dans les quinze jours.

Si le collège des bourgmestre et échevins néglige de notifier son avis dans le délai prévu par l'article 10, alinéa 1^{er}, l'exploitant peut inviter l'Exécutif à poursuivre l'instruction du dossier, par lettre recommandée, dont une copie est notifiée le même jour au collège des bourgmestre et échevins; celui-ci transmet le dossier à l'Exécutif dans les huit jours.

L'Exécutif statue sur la demande, par arrêté motivé, dans un délai de trois mois suivant le jour auquel il a reçu l'avis du collège des bourgmestre et échevins, ou, à défaut, l'invitation de l'exploitant à poursuivre l'instruction du dossier.

Si l'Exécutif ne peut se prononcer dans ce délai, il peut le prolonger par un arrêté motivé qui est notifié au demandeur et transmis en copie à l'ingénieur des mines.

§ 4. Le dossier relatif à une demande de modification visée aux §§ 2 et 3 n'est transmis au fonctionnaire délégué que s'il concerne les hypothèses visées à l'article 41 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ou à l'article 15, c et d, du décret.

Sur avis conforme de l'ingénieur des mines, remis avec son rapport sur le caractère complet du dossier, le collège des bourgmestre et échevins dispense de l'enquête publique la demande de modification visée aux §§ 2 et 3 lorsque le projet n'est pas de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'inconfort envers les riverains ou l'environnement.

Dans ce cas, il en avise immédiatement le demandeur et l'ingénieur des mines.

La date de cet avis tient lieu de date de clôture de l'enquête publique pour l'application des articles 8 à 10.

§ 5. Toute modification relative à l'exploitation, non visée aux §§ 1^{er} et 2 fait l'objet d'une notification préalable à l'ingénieur des mines.

Art. 18. Lorsqu'une exploitation est reprise par une personne autre que le titulaire du permis d'extraction, celui-ci ou ses ayants-droits et le nouvel exploitant font une déclaration conjointe au collège des bourgmestre et échevins.

Le nouvel exploitant confirme par écrit à cette occasion avoir pris connaissance du permis, de poursuivre la même activité et en accepter les conditions fixées.

Le collège des bourgmestre et échevins donne acte de sa déclaration au nouvel exploitant.

Il en transmet une copie au fonctionnaire délégué et à l'ingénieur des mines.

Art. 19. Le collège des bourgmestre et échevins peut, par arrêté motivé, imposer des obligations nouvelles à l'exploitant, après avis ou sur proposition de l'ingénieur des mines.

Cet arrêté est pris sur l'avis conforme du fonctionnaire délégué s'il s'agit du réaménagement du site.

Si les obligations nouvelles concernent une modification du programme de réaménagement, elles ne peuvent entraîner des engagements supérieurs à 10 % de ceux prévus par le permis d'extraction initial, ni à une modification du programme d'exploitation.

L'arrêté vise l'avis ou la proposition de l'ingénieur des mines et, le cas échéant, du fonctionnaire délégué.

Art. 20. Le permis d'extraction peut être suspendu ou retiré si l'exploitant ne respecte pas les conditions imposées.

Le procès-verbal visé à l'article 19 du décret indique le délai durant lequel l'exploitant peut présenter ses propositions ou explications écrites.

L'arrêté de suspension ou de retrait est motivé; il est pris par le collège des bourgmestre et échevins, après avis ou sur proposition de l'ingénieur des mines et, dans les hypothèses visées à l'article 19, § 1^{er}, 2^o, du décret, après avis ou sur proposition du fonctionnaire délégué.

L'exploitant est averti au moins quinze jours à l'avance, par lettre recommandée, des lieu, jour et heure auxquels il pourra être préalablement entendu par le collège des bourgmestre et échevins.

L'exploitant peut, durant ce délai, prendre connaissance du dossier à l'administration communale.

Art. 21. Lorsque, en application des articles 19 et 20 ci-dessus, l'ingénieur des mines ou le fonctionnaire délégué propose la modification, la suspension ou le retrait du permis d'extraction, le collège des bourgmestre et échevins statue dans les trente jours.

Si le collège des bourgmestre et échevins néglige de notifier sa décision dans ce délai, l'ingénieur des mines ou le fonctionnaire délégué peut le mettre en demeure, par lettre recommandée, d'avoir à statuer dans un délai de trente jours.

L'absence de décision notifiée dans ce délai équivaut à un rejet de la demande.

Les articles 12, 13, alinéas 1^{er} et 3, et 15, sont applicables quant aux mesures de publicité et aux recours relatifs à la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Lorsque la demande est rejetée en application de l'alinéa 3 du présent article, le délai de recours commence à partir du trente et unième jour suivant la mise en demeure visée à l'alinéa 2.

Si le recours est formé par l'exploitant, l'Exécutif statue dans les deux mois.

S'il ne peut se prononcer dans ce délai, il peut le prolonger par un arrêté motivé qui est notifié aux intéressés.

S'il s'agit d'une suspension ou d'un retrait du permis, l'exploitant est averti, au moins quinze jours à l'avance, par lettre recommandée, des lieu, jour et heure, auxquels il pourra être entendu par l'Exécutif.

Art. 22. Lorsque le permis a été octroyé sur recours par l'Exécutif, les articles 19 et 20 sont applicables.

Toutefois, la décision du collège des bourgmestre et échevins visée aux articles 19, alinéa 1^{er} et 20, alinéa 3, est remplacée par un avis adressé à l'Exécutif.

Cet avis et le dossier complet sont adressés à l'Exécutif dans les quinze jours. Une copie de l'avis est notifiée le même jour à l'exploitant, à l'ingénieur des mines et au fonctionnaire délégué.

Lorsque la proposition d'obligations nouvelles, de retrait ou de suspension est formulée par l'ingénieur des mines ou le fonctionnaire délégué, l'avis du collège des bourgmestre et échevins est pris dans les trente jours.

A défaut, l'ingénieur des mines ou le fonctionnaire délégué peut inviter l'Exécutif à poursuivre l'instruction du dossier par lettre recommandée, dont une copie est notifiée le même jour à l'exploitant et au collège des bourgmestre et échevins; celui-ci transmet le dossier à l'Exécutif dans les huit jours.

S'il s'agit d'une suspension ou d'un retrait de permis, l'exploitant est averti, au moins quinze jours à l'avance, par lettre recommandée, des lieu, jour et heure, auxquels il pourra être entendu par l'Exécutif.

La décision de l'Exécutif est publiée et notifiée conformément à l'article 15.

Section 3. — Disposition particulière en cas d'étude d'incidences sur l'environnement

Art. 23. Lorsque, en application de l'article 10 du décret du 11 septembre 1985 et de ses arrêtés d'exécution, organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, la demande de permis d'extraction ou de sa modification donne lieu à une étude d'incidences, les délais sont suspendus jusqu'à la publication du rapport d'incidences sur l'environnement.

Le projet est dispensé de l'enquête publique prévue aux articles 5 à 7 du présent arrêté.

La date de la publication du rapport d'incidences tient lieu de la date de la clôture de l'enquête publique pour l'application des articles 8 à 10 et 17.

CHAPITRE III. — Du réaménagement du site et du cautionnement

Art. 24. Si le permis d'extraction impose un réaménagement du site après la fin des exploitations, il fixe le coût estimé des travaux de réaménagement.

Ce coût est indexé chaque année sur la base de l'indice des prix à la construction au 31 décembre de l'année écoulée, l'indice de base étant égal à l'indice du mois de délivrance du permis d'extraction.

Art. 25. Sur la base du coût estimé du réaménagement découlant des travaux à effectuer jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle du commencement de l'exploitation, le permis d'extraction fixe le montant du cautionnement à engager avant le commencement des travaux.

Art. 26. § 1^{er}. Le montant du cautionnement est ajusté chaque année, sauf celle qui suit le début des travaux.

A cette fin, l'exploitant communique à l'ingénieur des mines, au plus tard le 31 janvier de chaque année :

1^o la superficie totale déjà découverte au 31 décembre écoulé ou le volume total déjà extrait à cette même date, selon le cas;

2^o la valeur des travaux de réaménagement du site déjà réalisés;

3^o les pièces justificatives permettant la vérification des valeurs communiquées;

4^o le calcul du montant du cautionnement ajusté sur la base des renseignements repris ci-avant, et établi selon une des deux formules suivantes fixées par le permis d'extraction :

$$a) \frac{C.E. \times S}{S.T.} - T.R.$$

C.E. : coût estimé de l'ensemble des travaux de réaménagement

S. : superficie découverte au 31 décembre de l'année écoulée

S.T. : superficie totale autorisée par le permis d'extraction

T.R. : valeur des travaux de réaménagement déjà réalisés.

$$b) \frac{C.E. \times V}{V.T.} - T.R.$$

C.E. : coût estimé de l'ensemble des travaux de réaménagement

V. : volume exploité au 31 décembre de l'année écoulée

V.T. : volume total à exploiter.

T.R. : valeur des travaux de réaménagement déjà réalisés.

§ 2. Dans les soixante jours de la communication visée au § 1^{er}, et après vérification et rectification éventuelle, l'ingénieur des mines notifie à l'exploitant le montant du cautionnement ajusté.

Passé ce délai, le montant de l'ajustement calculé par l'exploitant est réputé approuvé.

A défaut de communication par l'exploitant des renseignements visés au § 1^{er} dans les délais requis, le montant est déterminé d'office par l'ingénieur des mines.

En cas de désaccord sur le montant notifié, l'exploitant dispose d'un délai de trente jours pour introduire une réclamation auprès de l'Exécutif, par lettre recommandée, dont une copie est notifiée le même jour à l'ingénieur des mines.

Celui-ci transmet le dossier dans les huit jours à l'Exécutif.

Le recours n'est pas suspensif.

L'arrêté de l'Exécutif est motivé.

Il est notifié à l'exploitant, à l'ingénieur des mines, au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins.

§ 3. Sur la base du montant total du cautionnement réajusté, notifié ou réputé approuvé, et pour autant que ce montant s'écarte de plus de dix pour cent du montant du cautionnement engagé, l'exploitant procède, dans les trente jours, au réajustement du cautionnement. Il en communique la justification à l'ingénieur des mines.

Art. 27. Le cautionnement sera constitué conjointement au nom de la commune et de la Région wallonne.

Art. 28. Si l'augmentation réelle du coût des travaux de réaménagement ne correspond pas à la valeur établie suivant l'article 24, l'exploitant procède à une réestimation de ce coût et le soumet au collège des bourgmestre et échevins.

A défaut, ce montant est revu selon les modalités prévues aux articles 19, 21 et 22.

Art. 29. Si l'exploitant ne respecte pas le programme de réaménagement, il est dressé procès-verbal conformément à l'article 19 du décret.

Une copie de ce procès-verbal est adressée au collège des bourgmestre et échevins.

L'exploitant dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification du procès-verbal pour entreprendre les travaux ou présenter ses observations ou propositions.

Passé ce délai et à défaut d'exécution, l'ingénieur des mines ou le fonctionnaire délégué, selon le cas, fait rapport au collège des bourgmestre et échevins.

Sur proposition conjointe de l'ingénieur des mines et du fonctionnaire délégué, le collège des bourgmestre et échevins peut, par un arrêté motivé, faire exécuter les travaux prévus au programme de réaménagement, sous la surveillance de l'administration et solliciter la caution jusqu'à concurrence du montant engagé.

Cet arrêté est notifié à l'exploitant par lettre recommandée.

Dans les trente jours, l'exploitant peut introduire un recours suspensif auprès de l'Exécutif, par lettre recommandée, dont une copie est notifiée le même jour à l'ingénieur des mines, au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins.

L'arrêté de l'Exécutif est motivé.

Il est notifié à l'exploitant, à l'ingénieur des mines, au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins.

Art. 30. Si le collège des bourgmestre et échevins rejette la proposition visée à l'article 29, alinéa 5, ou néglige de prendre la décision dans les trois mois, l'ingénieur des mines ou le fonctionnaire délégué, selon le cas, fait rapport à l'Exécutif.

Celui-ci peut faire exécuter les travaux prévus au programme de réaménagement sous la surveillance de l'administration et l'autoriser à solliciter la caution jusqu'à concurrence du montant engagé.

Art. 31. Après le réaménagement du site, l'exploitant en fera la déclaration au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée.

Une copie de cette déclaration est adressée à l'ingénieur des mines et au fonctionnaire délégué.

Avec l'accord de ceux-ci, le collège des bourgmestre et échevins fait libérer la caution au profit de l'exploitant, dans les trois mois de la déclaration visée à l'alinéa 1^{er}.

A défaut, l'exploitant peut introduire un recours auprès de l'Exécutif, par lettre recommandée, dont une copie est notifiée le même jour à l'ingénieur des mines, au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins.

L'Exécutif statue dans les trois mois, par un arrêté motivé. Cet arrêté est notifié à l'exploitant, à l'ingénieur des mines, au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins.

CHAPITRE IV. — Du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui

Art. 32. La demande visant à occuper et à exploiter les terres d'autrui conformément à l'article 8 du décret est adressée à l'Exécutif, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle comporte les indications et documents suivants :

1^o Les nom, prénom, qualité et domicile du demandeur, ou la raison sociale et le siège s'il s'agit d'une personne morale;

2^o La copie conforme du permis d'extraction portant sur les parcelles dont l'occupation est demandée;

- 3° Les permis d'extraction dont le demandeur est titulaire;
- 4° Les quantités annuelles présumées à extraire du terrain d'autrui, ainsi que leurs destinations;
- 5° La moyenne des quantités extraites par le demandeur au cours des cinq dernières années;
- 6° Un mémoire justifiant la demande d'occupation et d'exploitation du terrain d'autrui;
- 7° Un plan de situation à l'échelle de 1/10 000 indiquant les limites des parcelles ayant déjà fait l'objet d'un permis d'extraction et de la surface exploitée;
- 8° Un certificat du conservateur des hypothèques relatif aux terres d'autrui.

Art. 33. L'Exécutif transmet la demande et le dossier à l'ingénieur des mines dans les trente jours de sa réception.

Celui-ci vérifie si le dossier est conforme aux dispositions de l'article 32.

Dans la négative, l'ingénieur des mines en informe le demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la réception de la demande; le demandeur est informé des pièces et renseignements manquants et du fait que la procédure est interrompue jusqu'à ce qu'il les ait adressés à l'ingénieur des mines.

Art. 34. L'ingénieur des mines transmet le dossier au collège des bourgmestre et échevins qui, au plus tard le nonantième jour après l'introduction de la demande, ouvre une enquête publique.

Les articles 5 et 7 sont applicables à cette enquête.

En outre, à l'ouverture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins donne, en même temps, avis de la demande par écrit, individuellement et à domicile, aux propriétaires qui n'ont pas consenti à l'occupation et l'exploitation de leurs terres ainsi qu'aux exploitants d'entreprises similaires à celle du demandeur, situées à moins d'un kilomètre des parcelles faisant l'objet de la demande.

Art. 35. Dans le délai de 10 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins transmet le dossier à l'ingénieur des mines.

Dans le délai de 45 jours suivant la clôture de l'enquête publique, l'ingénieur des mines transmet le dossier à l'Exécutif, accompagné de son avis motivé.

Art. 36. L'Exécutif statue sur la demande dans un délai de cent vingt jours suivant la clôture de l'enquête publique.

L'arrêté est motivé.

Il indique la durée de l'occupation autorisée.

Art. 37. Dans les quinze jours, l'arrêté est notifié par lettre recommandée au demandeur et aux personnes visées à l'article 34, alinéa 3.

Il est transmis, en copie, à l'ingénieur des mines, au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins, et publié conformément aux prescriptions de l'article 12.

Le délai imparti au titulaire du permis d'extraction pour commencer ses travaux d'exploitation est suspendu, depuis l'introduction de la demande visée à l'article 32 jusqu'à la notification de l'arrêté de l'Exécutif.

Art. 38. Pour l'application de la loi du 26 juillet 1962, relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de déterminer l'indemnité due au propriétaire, on entend par :

- expropriant : le bénéficiaire du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui;
- arrêté royal d'expropriation : l'arrêté de l'Exécutif autorisant une entreprise à occuper et exploiter les terres d'autrui;
- exproprié : le propriétaire des terres dont l'occupation et l'exploitation ont été autorisées.

CHAPITRE V. — De la Commission régionale d'Avis pour l'exploitation des carrières

Art. 39. La Commission régionale d'Avis pour l'exploitation des carrières est composée de 21 membres, soit sept membres fonctionnaires, sept membres représentant les exploitants et sept membres représentant les intérêts divers dont quatre membres représentant les associations de défense de l'environnement, deux membres représentant les intérêts des agriculteurs et un membre représentant l'Union des Villes et Communes belges.

Art. 40. Les sept membres fonctionnaires sont :

1° le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, président de la Commission ou son délégué;

2° 6 membres désignés par l'Exécutif et représentant notamment :

- a) la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- b) la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement;
- c) la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi;
- d) la Direction générale des Pouvoirs locaux.

L'Exécutif désigne un suppléant pour chacun des six membres.

Art. 41. Sur la proposition des associations d'exploitants, l'Exécutif nomme sept membres effectifs et sept membres suppléants représentant les différents intérêts techniques, économiques et géographiques des exploitants de carrières.

Sur la proposition des associations de protection de l'environnement, l'Exécutif nomme quatre membres effectifs et quatre membres suppléants.

Sur la proposition des associations d'agriculteurs, l'Exécutif nomme deux membres effectifs et deux membres suppléants.

Sur la proposition de l'Union des Villes et Communes belges, l'Exécutif nomme un membre effectif et un membre suppléant.

Les mandats sont conférés à titre personnel pour une durée de trois ans. Ils prennent cours le jour de la notification aux intéressés de l'arrêté portant nomination des membres de la Commission. Les membres peuvent être révoqués par l'Exécutif sur rapport du président de la Commission et après avoir été entendus.

En cas de vacance d'un mandat avant son terme, l'Exécutif procède à la nomination du remplaçant pour l'achèvement du mandat.

Art. 42. La Commission se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président ou du Ministre ayant les carrières dans ses attributions.

Art. 43. Les membres suppléants assistent de droit aux réunions. Les membres effectifs peuvent à tout moment se faire remplacer par un suppléant; dans ce cas, celui-ci a le droit de vote.

Art. 44. Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Art. 45. Le secrétariat de la Commission est assuré par les services du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 46. La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Ministre ayant les carrières dans ses attributions.

Art. 47. La Commission peut constituer en son sein des groupes de travail chargés de préparer l'étude d'une question entrant dans le cadre de sa mission; elle désigne le membre qui présidera le groupe de travail.

Art. 48. La Commission et les groupes de travail peuvent faire appel à un ou plusieurs experts; ceux-ci ont voix consultative.

Art. 49. Les rapports et avis de la Commission sont transmis au Ministre qui a les carrières dans ses attributions; celui-ci en informe l'Exécutif.

Art. 50. La Commission a son siège à Namur, à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 51. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 52. Le Ministre qui a les carrières dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 90 — 3123

31. MAI 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zwecks Durchführung des Dekretes vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche

Aufgrund des Dekretes vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;
Aufgrund des am 5. März 1990 durch den Staatsrat abgegebenen Gutachtens;
Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- « Dekret » : das Dekret vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;
- « Bergingenieur » : den Direktor des betreffenden Aussendienstes der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrundes;
- « beauftragter Beamter » : den in Artikel 42, § 1, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnten beauftragten Beamten;
- « Exekutive » : die Wallonische Regionalexekutive oder den zu diesem Zweck beauftragten Minister.

KAPITEL II. — Gewinnungsberechtigungen

Abschnitt 1: — Erteilung der Berechtigung

Art. 2. Gewinnungsanträge für Steinbrüche und ihre Nebenanlagen müssen in vierfacher Ausfertigung beim Bürgermeister- und Schöffenkollegium eingereicht werden.

Soll der Betrieb sich über das Gebiet mehrerer Gemeinden erstrecken, müssen die Anträge bei jedem der Bürgermeister- und Schöffenkollegien der jeweiligen Gemeinden eingereicht werden.

Die Anträge müssen per Einschreiben zugestellt werden oder auf der Gemeindeverwaltung hinterlegt werden, mit Empfangsbestätigung in beiden Fällen.

Art. 3. § 1. Gewinnungsanträge, die sich auf einen Steinbruch oder die Nebenanlage eines Steinbruchs beziehen, müssen folgende Angaben und Unterlagen enthalten :

1. Namen, Vornamen, Eigenschaft und Wohnsitz des Antragstellers oder die Firma und den Firmensitz, wenn es sich um eine juristische Person handelt;
2. die Art und den Gegenstand des geplanten Betriebes;
3. die Anzahl anzustellender Arbeiter;
4. die in Titel II des Dekretes vom 11. September 1985 über die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region erwähnte Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt;
5. die Liste der Katasterparzellen, auf denen der geplante Betrieb erfolgen soll;
6. einen Auszug aus der Katastermutterrolle, worauf die Namen der Eigentümer der Parzellen oder Parzellenteile, auf denen der geplante Betrieb erfolgen soll, und derjenigen, die in einem Umkreis von 100 Metern um den geplanten Betrieb gelegen sind, angegeben sind;
7. einen Auszug aus dem Katasterplan, worauf die unter Punkt 5 und 6 erwähnten Parzellen eingezeichnet sind;
8. einen Kartenausschnitt i.M. 1:25.000 mit der Lokalisierung des Betriebsgeländes;

9. einen Kartenausschnitt i.M. 1:10.000, auf dem die Parzellen oder die Nebenanlagen, die Gegenstand des Antrags sind, umrandet sind.

§ 2. Bezieht sich der Gewinnungsantrag auf einen Steinbruch, muss er zusätzlich folgende Angaben und Unterlagen enthalten :

1. die geologische und hydrologische Beschreibung des Geländes;
2. die Art der zu gewinnenden Substanzen, ihre veranschlagte Jahresmengen sowie ihre Bestimmungen;
3. das Betriebsprogramm und das Programm der Benutzung der Grundstücke;
4. die Betriebsmethode sowie die Apparate und Verfahren, die verwendet werden sollen; die Art und die Leistung der Motoren;
5. die Bestimmung des Geländes nach der Gewinnung;
6. eine detaillierte Studie über die zur Wiederherstellung des Geländes gemäss Punkt 5 erforderlichen Arbeiten sowie das Programm der Durchführung dieser Arbeiten während oder nach der Gewinnung. Insofern für das Wiederherstellungsprogramm ausserhalb des Betriebs stammende Aufschüttungstoffe benötigt werden, muss die Akte Auskünfte über die Art dieser Stoffe und die Aufschüttungsbedingungen enthalten;
7. die Kosten der Wiederherstellung infolge der bis zum 31. Dezember des auf den Betriebsbeginn folgenden Jahres durchzuführenden Arbeiten und die Berechnung der Sicherheitsleistung, die der Antragsteller für die Anwendung von Artikel 26 empfiehlt.

§ 3. Bezieht sich der Gewinnungsantrag auf eine Steinbruchnebenanlage, muss er ausserdem folgende zusätzliche Angaben und Unterlagen enthalten :

1. die Beschreibung der Apparate und Verfahren, die verwendet werden; die Art und die Leistung der Motoren; die Stoffe und Produkte, die bearbeitet werden, sowie ihre veranschlagten Jahresmengen;
2. das Ausführungs- und Inbetriebnahmeprogramm des Vorhabens;
3. die Pläne i.M. 1:200 oder in jedem anderen, besser an das Vorhaben angepassten Massstab, Beschreibungen der geplanten Nebenanlagen.

§ 4. Der Gewinnungsantrag enthält je nach Fall die Unterlagen bezüglich der Ausführung der technischen Arbeiten im Sinne von Artikel 203 bis 226 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches.

Art. 4. Spätestens innerhalb zehn Tagen nach Erhalt des Antrags stellt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Bergingenieur drei Ausfertigungen der Akte zu.

Dieser übermittelt dem beauftragten Beamten unverzüglich eine Ausfertigung der Akte; innerhalb acht Tagen nach Erhalt dieser Ausfertigung der Akte stellt der beauftragte Beamte dem Bergingenieur ein Gutachten über die Übereinstimmung der Akte mit Artikel 3 zu.

Innerhalb zwanzig Tagen nach Erhalt des Antrags durch das Kollegium erstattet der Bergingenieur dem Kollegium Bericht über die Übereinstimmung der Akte und nimmt über die Anwendung des durch Dekret vom 11. September 1985 zur Einführung einer Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region und seine Durchführungserlasse vorgesehenen Systems zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt Stellung.

Ergibt sich aus dem Bericht, dass die Akte unvollständig ist, so setzt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Antragsteller darüber per Einschreiben innerhalb dreissig Tagen nach Erhalt des Antrags in Kenntnis; dem Antragsteller wird mitgeteilt, welche Aktenstücke und Auskünfte fehlen und dass das Verfahren bis zur Vervollständigung der Akte gemäss Artikel 2, Absatz 3 ruht.

Art. 5. Innerhalb zehn Tagen nach Erhalt des Berichtes des Bergingenieurs über die Unvollständigkeit der Akte eröffnet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine dreissig Tage dauernde öffentliche Untersuchung durch Anschlag einer Bekanntmachung über den Gegenstand des Antrags und die Eröffnungs- und Schliessungsdaten der Untersuchung sowie die in Artikel 6 vorgesehene Möglichkeit.

Diese Bekanntmachung bleibt während der Dauer der Untersuchung am Betriebsitz und an den üblichen Anschlagstellen angeschlagen.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium setzt die Eigentümer und Hauptbewohner der im Umkreis von hundert Metern gelegenen Häuser persönlich und an ihrem Wohnsitz innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist von zehn Tagen schriftlich über den Antrag in Kenntnis sowie die Behörden, von denen ein im gleichen Umkreis gelegener Verkehrsweg, Wasserlauf, Bauwerk oder irgendeine Einrichtung abhängt.

Art. 6. Während der Dauer der Untersuchung können der Gewinnungsantrag und die beiliegenden Pläne durch alle Betroffenen in der Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

Art. 7. Während der Dauer der Untersuchung protokolliert ein Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ein durch dieses Kollegium bezeichneter Gemeindebediensteter die schriftlichen Anmerkungen.

Nach Ablauf der Untersuchungsfrist hält er eine Sitzung ab, bei der alle angehört werden, die es wünschen, und im Anschluss an die ein Protokoll aufgestellt wird, das die öffentliche Untersuchung abschliesst. Den Antragstellern können das Protokoll sowie die im Laufe der Untersuchung gemachten schriftlichen oder mündlichen Anmerkungen mitgeteilt werden.

Art. 8. Innerhalb zehn Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Bergingenieur die gesamte Akte, der sie unverzüglich an den beauftragten Beamten weiterleitet.

Dieser sendet die Akte innerhalb fünfundfünfzig Tagen nach Abschluss der Untersuchung an den Bergingenieur samt seinem begründeten Gutachten zurück, in dem er gegebenenfalls die in Artikel 15, c und d des Dekretes erwähnten Massnahmen vorschlägt.

Art. 9. Der Bergingenieur kann Beamte, Einrichtungen und technische Komitees erforderlichenfalls zu Rate ziehen.

Diese geben ihre Anmerkungen innerhalb fünfzehn Tagen ab.

Innerhalb hundertzehn Tagen nach Abschluss der Untersuchung sendet der Bergingenieur die Akte an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zurück, samt seinem begründeten Gutachten, in dem er gegebenenfalls die dem Antragsteller sowohl für die Gewinnung als auch für die Wiederherstellung des Geländes aufzuerlegenden Bedingungen vorschlägt.

Falls er es nützlich erachten, verfügt der Bergingenieur über eine zusätzliche Frist von dreissig Tagen zwecks Absprache mit dem beauftragten Beamten.

Bei dieser Gelegenheit kann dieser sein Gutachten revidieren.

Art. 10. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium trifft seine Entscheidung in Form eines begründeten Beschlusses innerhalb hundertachtzig Tagen nach Abschluss der Untersuchung.

Hat es innerhalb dieser Frist keinen Beschluss gefasst, so kann der Antragsteller das Bürgermeister- und Schöffenkollegium per Einschreiben mit Empfangsbestätigung dazu auffordern, seine Entscheidung innerhalb einer Frist von dreissig Tagen zu treffen.

Erfolgt keine Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist, so gilt der Antrag als abgelehnt.

Art. 11. Der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bezieht sich auf das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten und dasjenige des Bergingenieurs.

Die Gewinnungsberechtigung legt die Frist fest, innerhalb der die geplante Gewinnung durchgeführt werden muss.

Sie legt ihre Gültigkeitsdauer fest, die in bezug auf den Steinbruch unbegrenzt sein kann.

Sie legt die in Artikel 15 des Dekretes erwähnten Bedingungen und Massnahmen fest und sieht insbesondere als Bedingungen der Berechtigung vor :

1. die Einhaltung der Vorschriften der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und ihrer Anlagen, mit Ausnahme von Titel I;

2. das Verbot, den Betrieb während zwei aufeinanderfolgenden Jahren stillzulegen;

3. die Zweckbestimmung des Geländes nach der Gewinnung;

4. die Verpflichtung, sich den Anweisungen des Bergingenieurs zu fügen, wenn der Betrieb eine Gefahr für die öffentliche Gesundheit und Sicherheit darstellt.

Art. 12. Eine Ausfertigung des Beschlusses und seiner Anlagen wird dem Bergingenieur, dem beauftragten Beamten und dem Antragsteller innerhalb zehn Tagen zugestellt.

Der Beschluss wird mit vollem Wortlaut während zehn Tagen im Gemeindehaus und am Sitz des geplanten Betriebes angeschlagen. Dieser Anschlag erfolgt innerhalb fünf Tagen nach der Beschlussfassung.

Eine unter den gleichen Bedingungen angeschlagene Bekanntmachung kann jedoch den Anschlag mit vollem Wortlaut ersetzen. Diese Bekanntmachung weist auf den gefassten Beschluss hin, in dem er die Öffentlichkeit darauf aufmerksam macht, dass der vollständige Wortlaut des Beschlusses und der auferlegten Bedingungen in der Gemeindeverwaltung eingesehen werden kann.

Die Entscheidung wird ausserdem den in Artikel 5, Absatz 3, erwähnten Behörden unverzüglich zugestellt.

Art. 13. Der in Artikel 17, § 2, des Dekretes erwähnte Einspruch wird der Exekutive innerhalb zwanzig Tagen nach dem ersten Tag des in Artikel 12 erwähnten Anschlags per Einschreiben zugestellt.

Wenn der Antrag in Anwendung von Artikel 10, Absatz 3, abgelehnt wird, läuft die Frist ab dem einunddreissigsten Tag nach der in Artikel 10, Absatz 2, erwähnten Aufforderung.

Wird der Einspruch durch den Bergingenieur, den beauftragten Beamten oder einen interessierten Dritten eingelegt, so müssen diese gleichzeitig eine Kopie davon an den Antragsteller der Gewinnungsberechtigung richten.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach Eingang des Einspruchs, stellt die Exekutive diesen dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu, das ihr die Akte innerhalb acht Tagen übermittelt.

Art. 14. Geht der Einspruch vom beauftragten Beamten oder vom Bergingenieur aus, so trifft die Exekutive eine Entscheidung innerhalb drei Monaten. In den anderen Fällen wird die Frist auf sechs Monate erhöht.

Kann die Exekutive nicht innerhalb der in Absatz 1 und 2 erwähnten Fristen befinden, so kann sie diese Fristen durch begründeten Erlass, der den Betroffenen zugestellt wird, verlängern.

Art. 15. Die endgültige Entscheidung bezüglich des Einspruchs wird dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb fünfzehn Tagen zugestellt und dem Interessierten gemäss der in Artikel 12 vorgesehenen Art und Frist zur Kenntnis gebracht.

Art. 16. Der Gewinnungsberechtigte ist verpflichtet, dem Bergingenieur mindestens fünfzehn Tage im voraus das für den Beginn der Arbeiten festgelegte Datum mitzuteilen.

Abschnitt 2. — Abänderung, Änderung des Inhabers, neue Pflichten, Entzug und Suspendierung der Berechtigung

Art. 17. § 1. Jegliche Ausdehnung des Betriebes auf neue Parzellen und jegliche Schaffung neuer Nebenanlagen müssen Gegenstand einer gemäss den Artikeln 2 bis 16 erteilten Berechtigung sein.

§ 2. Grund zu vorheriger Abänderung der Gewinnungsberechtigung besteht, wenn die an den Nebenanlagen oder ihrem Betrieb vorzunehmenden Änderungen, Umbauten oder Entwicklungen nicht mit den durch die Berechtigung auferlegten Bedingungen übereinstimmen oder wenn sie dazu angetan sind, die Gefahren, die Gesundheitsgefährdung oder die Unzuträglichkeit für die Anrainer oder die Umwelt zu erhöhen.

Grund zu vorheriger Abänderung der Berechtigung besteht auch bei jeglicher Änderung bezüglich der aufgrund von Artikel 15 c und d des Dekretes auferlegten Bedingungen.

Die Artikel 2 bis 16 finden auf den Abänderungsantrag Anwendung.

§ 3. Wenn der Gewinnungsberechtigte in Anwendung von § 2 die Abänderung einer nach Einspruch durch die Exekutive erteilten Berechtigung beantragt, fällt dieser Antrag auch unter die Bestimmungen der Artikel 2 bis 16.

Der in Artikel 10 Absatz 1 erwähnte Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums wird jedoch durch eine Mitteilung an die Exekutive ersetzt.

Diese Mitteilung und die vollständige Akte werden der Exekutive innerhalb fünfzehn Tagen zugestellt.

Stellt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium seine Mitteilung nicht innerhalb der in Artikel 10, Absatz 1, vorgesehenen Frist zu, so kann der Betreiber die Exekutive per Einschreiben mit gleichzeitiger Abschrift an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ersuchen, die Bearbeitung der Akte fortzusetzen; letzteres stellt der Exekutive die Akte innerhalb acht Tagen zu.

Die Exekutive entscheidet über den Antrag durch begründeten Erlass innerhalb drei Monaten, nachdem sie die Mitteilung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums erhalten hat, oder mangels einer solchen, nachdem sie durch den Betreiber ersucht wurde, die Bearbeitung der Akte fortzusetzen.

Kann die Exekutive nicht innerhalb dieser Frist befinden, so kann sie diese durch begründeten Erlass, der dem Antragsteller zugestellt wird und abschriftlich an den Bergingenieur gerichtet wird, verlängern.

§ 4. Die Akte bezüglich eines in den §§ 2 und 3 erwähnten Abänderungsantrags wird nur an den beauftragten Beamten gerichtet, wenn sie die in Artikel 41 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches oder in Artikel 15 c und d des Dekretes erwähnten Bestimmungen betrifft.

Nach gleichlautenden Gutachten des Bergingenieurs, das mit seinem Bericht über die Vollständigkeit der Akte abgegeben wurde, befreit das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den in den §§ 2 und 3 erwähnten Abänderungsantrag von der öffentlichen Untersuchung, wenn das Vorhaben nicht dazu angetan ist, die Gefahren, die Gesundheitsschädlichkeit oder die Unzuträglichkeit für die Anrainer oder die Umwelt zu erhöhen.

In diesem Fall setzt es unverzüglich den Antragsteller und den Bergingenieur hierüber in Kenntnis.

Das Datum dieser Benachrichtigung gilt ab Abschlussdatum der öffentlichen Untersuchung für die Anwendung der Artikel 8 bis 10.

§ 5. Über jegliche nicht in den §§ 1 und 2 erwähnte Abänderung des Betriebes ist der Bergingenieur vorher in Kenntnis zu setzen.

Art. 18. Wird ein Betrieb durch eine andere Person als der Gewinnungsberechtigte übernommen, so stellen dieser oder seine Anspruchsberechtigten und der neue Betreiber dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine gemeinsame Erklärung zu.

Der neue Betreiber bestätigt bei dieser Gelegenheit schriftlich, dass er von der Berechtigung Kenntnis genommen hat, die gleichen Tätigkeiten fortführen wird und die hierfür festgelegten Bedingungen annimmt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beglaubigt die Erklärung des neuen Betreibers.

Es stellt dem beauftragten Beamten und dem Bergingenieur eine Ausfertigung zu.

Art. 19. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann dem Betreiber durch begründeten Beschluss neue Pflichten auferlegen und zwar nach Gutachten oder auf Vorschlag des Bergingenieurs.

Dieser Beschluss wird nach gleichlautendem Gutachten des beauftragten Beamten gefasst, wenn es sich um die Wiederherstellung des Geländes handelt.

Beziehen sich die neuen Pflichten auf eine Änderung des Wiederherstellungsprogramms, so dürfen sie weder Verpflichtungen, die diejenigen der ursprünglichen Gewinnungsberechtigung um 10 % übersteigen noch eine Änderung des Betriebsprogramms zur Folge haben.

Der Beschluss bezieht sich auf das Gutachten oder den Vorschlag des Bergingenieurs und gegebenenfalls des beauftragten Beamten.

Art. 20. Die Gewinnungsberechtigung kann suspendiert oder entzogen werden, wenn der Betreiber nicht die auferlegten Bedingungen einhält.

Das in Artikel 19 des Dekretes erwähnte Protokoll führt die Frist an, während der der Betreiber seine schriftlichen Vorschläge oder Erläuterungen vorbringen kann.

Der Beschluss zur Suspendierung oder zum Entzug ist begründet; er wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium nach Gutachten oder auf Vorschlag des Bergingenieurs und, in den in Artikel 19, § 1, Punkt 2, des Dekretes erwähnten Fällen, nach Gutachten und auf Vorschlag des beauftragten Beamten gefasst.

Dem Betreiber wird mindestens fünfzehn Tage im voraus per Einschreiben der Ort, der Tag und die Uhrzeit mitgeteilt, an denen er vorher durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium angehört werden kann.

Der Betreiber kann während dieser Frist in der Gemeindeverwaltung Einsicht in die Akte nehmen.

Art. 21. Schlägt der Bergingenieur oder der beauftragte Beamte in Anwendung der obenstehenden Artikel 19 und 20 die Abänderung, die Suspendierung oder den Entzug der Gewinnungsberechtigung vor, so nimmt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb dreissig Tagen hierzu Stellung.

Unterlässt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium es, seine Entscheidung innerhalb dieser Frist zuzustellen, so kann der Bergingenieur oder der beauftragte Beamte es durch Einschreiben dazu auffordern, innerhalb dreissig Tagen Stellung zu beziehen.

Erfolgt keine Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist, so gilt der Antrag als abgelehnt.

Die Artikel 12, 13, Absatz 1 und 3, und 15 finden auf die Bekanntmachungsmassnahmen und auf die Einsprüche gegen den Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums Anwendung.

Wird der Antrag in Anwendung von Absatz 3 des vorliegenden Artikels abgelehnt, so läuft die Einspruchsfrist ab dem einunddreissigsten Tag nach der in Absatz 2 erwähnten Aufforderung.

Wird der Einspruch durch den Betreiber eingelegt, so nimmt die Exekutive innerhalb zwei Monaten Stellung.

Kann sie nicht innerhalb dieser Frist befinden, so kann sie diese durch begründeten Beschluss, der den Betroffenen zugestellt wird, verlängern.

Handelt es sich um eine Suspendierung oder einen Entzug der Berechtigung, so wird dem Betreiber mindestens fünfzehn Tage im voraus per Einschreiben der Ort, der Tag und die Uhrzeit, an dem er durch die Exekutive angehört werden kann, mitgeteilt.

Art. 22. Ist die Berechtigung nach Einspruch durch die Exekutive erteilt worden, so finden die Artikel 19 und 20 Anwendung.

Der in Artikel 19, Absatz 1 und 20, Absatz 3, erwähnte Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums wird jedoch durch eine Mitteilung an die Exekutive ersetzt.

Diese Mitteilung und die vollständige Akte werden der Exekutive innerhalb fünfzehn Tagen zugestellt. Eine Ausfertigung der Mitteilung wird dem Betreiber, dem Bergingenieur und dem beauftragten Beamten am gleichen Tag zugestellt.

Geht der Vorschlag neuer Pflichten, des Entzugs oder der Suspendierung vom Bergingenieur oder vom beauftragten Beamten aus, so erfolgt die Mitteilung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums innerhalb dreissig Tagen.

Mangels einer solchen kann der Bergingenieur oder der beauftragte Beamte die Exekutive per Einschreiben ersuchen, die Bearbeitung der Akte, wovon eine Ausfertigung am gleichen Tage an den Betreiber und an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ergeht, fortzuführen; dieses leitet die Akte innerhalb acht Tagen an die Exekutive weiter.

Handelt es sich um eine Suspendierung oder eine Aufhebung der Berechtigung, so wird dem Antragsteller mindestens fünfzehn Tage im voraus der Ort, der Tag und die Uhrzeit per Einschreiben mitgeteilt, an denen er von der Exekutive angehört werden kann.

Die Entscheidung der Exekutive wird gemäss Artikel 15 bekannt gemacht und zugestellt.

Abschnitt 3. — Sonderbestimmung im Falle einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt

Art. 23. Wenn der Gewinnungsantrag oder seine Abänderung in Anwendung von Artikel 10 des Dekretes vom 11. September 1985 und seiner Durchführungserlasse zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region Anlass zu einer Studie über die Ein- und Auswirkungen gibt, so ruhen die Fristen bis zur Veröffentlichung des Berichtes über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt.

Das Vorhaben wird von der in den Artikeln 5 bis 7 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen öffentlichen Untersuchung freigestellt.

Das Datum der Veröffentlichung des Berichtes über die Ein- und Auswirkungen gilt als Abschlussdatum der öffentlichen Untersuchung für die Anwendung der Artikel 8 bis 10 und 17.

KAPITEL III. — Wiederherstellung des Geländes und Sicherheitsleistung

Art. 24. Wenn die Gewinnungsberechtigung die Wiederherstellung des Geländes nach Beendigung der Gewinnung auferlegt, so legt sie die veranschlagten Kosten für die Wiederherstellungsarbeiten fest.

Diese Kosten werden jährlich aufgrund des Verbraucherpreisindex zum 31. Dezember des verflossenen Jahres indiziert, wobei der Grundindex dem Index des Monats der Erteilung der Gewinnungsberechtigung entspricht.

Art. 25. Die Gewinnungsberechtigung bestimmt die Höhe der vor dem Arbeitsbeginn zu leistenden Sicherheit, aufgrund der veranschlagten Kosten der auf die bis zum 31. Dezember des Jahres nach demjenigen des Betriebsbeginns durchzuführenden Arbeiten zurückzuführenden Wiederherstellung.

Art. 26. § 1. Die Höhe der Sicherheitsleistung wird jedes Jahr angepasst, ausser in demjenigen, das dem Baubeginn folgt.

Zu diesem Zweck teilt der Betreiber dem Bergingenieur spätestens am 31. Januar jedes Jahres folgendes mit:

1. die zum letzten 31. Dezember bereits freigelegte Gesamtfläche oder das zum gleichen Datum bereits gewonnene Gesamtvolumen, je nach Fall;
2. der Wert der bereits durchgeführten Arbeiten zur Wiederherstellung des Geländes;
3. die Belege zur Überprüfung der mitgeteilten Werte;
4. die Berechnung des Gesamtbetrages der Sicherheitsleistung, der aufgrund der obenstehenden Auskünfte angepasst und gemäss einer der beiden folgenden durch die Gewinnungsberechtigung festgelegten Formeln festgelegt wurde:

$$a) \frac{V.K. \times F.}{G.F.} - D.A.$$

V.K. = veranschlagte Kosten der gesamten Wiederherstellungsarbeiten

F. = zum 31. Dezember des verflossenen Jahres freigelegte Fläche

G.F. = durch die Gewinnungsberechtigung erlaubte Gesamtfläche

D.A. = Wert des bereits durchgeführten Wiederherstellungsarbeiten

$$b) \frac{V.K. \times V.}{V.T.} - D.A.$$

V.K. = veranschlagte Kosten der gesamten Wiederherstellungsarbeiten

V. = zum 31. Dezember des verflossenen Jahres gewonnenes Volumen

G.V. = zu gewinnendes Gesamtvolumen

D.A. = Wert des bereits durchgeführten Wiederherstellungsarbeiten

§ 2. Innerhalb sechzig Tagen nach der in § 1 erwähnten Mitteilung und nach Überprüfung und eventueller Berichtigung, setzt der Bergingenieur den Betreiber über den Betrag der angepassten Sicherheitsleistung in Kenntnis.

Nach Ablauf dieser Frist gilt der Betrag der durch den Betreiber berechneten Anpassung als genehmigt.

Teilt der Betreiber die in § 1 erwähnten Auskünfte nicht innerhalb der erforderlichen Frist mit, so wird der Betrag von Amts wegen durch den Bergingenieur festgelegt.

Ist der Betreiber nicht mit dem mitgeteilten Betrag einverstanden, so verfügt er über eine Frist von dreissig Tagen, um per Einschreiben eine Beschwerde bei der Exekutive einzureichen, wovon eine Ausfertigung am gleichen Tage an den Bergingenieur ergeht.

Dieser übermittelt der Exekutive die Akte innerhalb acht Tagen.

Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

Der Erlass der Exekutive ist begründet.

Er wird dem Betreiber, dem Bergingenieur, dem beauftragten Beamten und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt.

§ 3. Aufgrund des mitgeteilten oder als genehmigt geltenden Gesamtbetrags der angepassten Sicherheitsleistung, und insofern dieser Betrag um zehn Prozent vom Betrag der eingegangenen Sicherheitsleistung abweicht, nimmt der Betreiber innerhalb dreissig Tagen die Anpassung der Sicherheitsleistung vor. Er teilt dem Bergingenieur die Rechtfertigung mit.

Art. 27. Die Sicherheitsleistung wird gemeinschaftlich im Namen der Gemeinde und der Wallonischen Region hinterlegt.

Art. 28. Entspricht die wirkliche Erhöhung der Kosten der Wiederherstellungsarbeiten nicht dem gemäss Artikel 24 festgelegten Wert, so nimmt der Betreiber eine erneute Veranschlagung dieser Kosten vor und unterbreitet sie dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium.

Erfolgt dies nicht, so wird der Betrag gemäss den in den Artikeln 19, 21 und 22 vorgesehenen Modalitäten revidiert.

Art. 29. Wenn der Betreiber das Wiederherstellungsprogramm nicht einhält, wird gemäss Artikel 19 des Dekretes ein Protokoll aufgestellt.

Eine Abschrift dieses Protokolls wird dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt.

Der Betreiber verfügt über eine Frist von einem Monat ab der Zustellung des Protokolls zur Inangriffnahme der Arbeiten oder zum Vorbringen seiner Anmerkungen und Vorschläge.

Nach Ablauf dieser Frist und mangels Durchführung erstattet der Bergingenieur bzw. der beauftragte Beamte dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium Bericht.

Auf gemeinsamen Vorschlag des Bergingenieurs und des beauftragten Beamten kann das Bürgermeister- und Schöffenkollegium durch begründeten Beschluss die im Wiederherstellungsprogramm vorgesehenen Arbeiten unter Beaufsichtigung der Verwaltung durchführen lassen und die Sicherheitsleistung bis in Höhe des eingegangenen Betrags fordern.

Dieser Beschluss wird dem Betreiber per Einschreiben zugestellt.

Innerhalb dreissig Tagen kann der Betreiber einen auschiebenden Einspruch per Einschreiben bei der Exekutive einlegen, wovon eine Abschrift am gleichen Tag an den Bergingenieur, den beauftragten Beamten und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ergeht.

Der Erlass der Exekutive ist begründet.

Er wird dem Betreiber, dem Bergingenieur, dem beauftragten Beamten und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt.

Art. 30. Lehnt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den in Artikel 29, Absatz 5, erwähnten Vorschlag ab oder fasst es seinen Beschluss nicht innerhalb drei Monaten, so erstattet der Bergingenieur bzw. der beauftragte Beamte der Exekutive Bericht.

Diese kann die im Wiederherstellungsprogramm vorgesehenen Arbeiten unter der Beaufsichtigung der Verwaltung durchführen lassen und ihr gestatten, die Sicherheitsleistung bis in Höhe des eingegangenen Betrags zu fordern.

Art. 31. Nach der Wiederherstellung des Geländes gibt der Betreiber dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium per Einschreiben eine Erklärung ab.

Eine Abschrift der Erklärung wird dem Bergingenieur und dem beauftragten Beamten zugestellt.

Mit deren Einverständnis lässt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium die Sicherheitsleistung innerhalb drei Monaten nach der in Absatz 1 erwähnten Erklärung an den Betreiber auszahlen.

Andernfalls kann der Betreiber einen Einspruch per Einschreiben bei der Exekutive einlegen, wovon am gleichen Tage eine Abschrift an den Bergingenieur, den beauftragten Beamten und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gesandt wird.

KAPITEL IV. — *Recht zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke*

Art. 32. Der Antrag zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke gemäss Artikel 8 des Dekretes wird der Exekutive per Einschreiben mit Empfangsbestätigung zugestellt.

Er enthält folgende Angaben und Unterlagen :

1. Namen, Vornamen, Eigenschaft und Wohnsitz des Antragstellers oder die Firma und den Firmensitz, wenn es sich um eine juristische Person handelt;

2. die beglaubigte Abschrift der Gewinnungsberechtigung für die Parzellen, deren Benutzung beantragt wird;

3. die Gewinnungsberechtigung, die der Antragsteller innehat;

4. die veranschlagten Jahresmengen, die auf dem fremden Grundstück gewonnen werden sollen, sowie ihre Bestimmungen;

5. die durch den Antragsteller im Laufe der letzten fünf Jahre gewonnenen Durchschnittsmengen;

6. eine Abhandlung zur Rechtfertigung des Antrags auf Benutzung und Bewirtschaftung des fremden Grundstücks;

7. einen Situationsplan i.M. 1:10.000 unter Angabe der Grenzen der Parzellen, für die bereits eine Gewinnungsberechtigung besteht, und der ausgebeuteten Fläche;

8. eine Bescheinigung des Hypothekenbeamten bezüglich der fremden Grundstücke.

Art. 33. Die Exekutive stellt dem Bergingenieur die Akte und den Antrag innerhalb dreissig Tagen ab Empfang zu.

Dieser überprüft, ob die Akte den Bestimmungen von Artikel 32 entspricht. Ist dies nicht der Fall, so setzt der Bergingenieur den Antragsteller per Einschreiben innerhalb sechzig Tagen ab Empfang des Antrags darüber in Kenntnis; dem Antragsteller wird mitgeteilt, welche Aktenstücke und Auskünfte fehlen und dass das Verfahren ruht, bis dass er sie dem Bergingenieur zugestellt hat.

Art. 34. Der Bergingenieur stellt dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium die Akte zu. Dieses leitet spätestens am neunzigsten Tag nach dem Einreichen des Antrags eine öffentliche Untersuchung ein.

Die Artikel 5 und 7 finden auf diese Untersuchung Anwendung.

Bei der Eröffnung der Untersuchung setzt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausserdem gleichzeitig die Eigentümer, die nicht mit einer Benutzung und Bewirtschaftung ihrer Grundstücke einverstanden sind, und die Betreiber von Betrieben gleicher Art wie diejenigen des Antragstellers, die in weniger als einem Kilometer von den Parzellen, die Gegenstand des Antrags sind, gelegen sind, persönlich und an ihrem Wohnsitz per Schreiben über den Antrag in Kenntnis.

Art. 35. Innerhalb von 10 Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung sendet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium die Akte an den Bergingenieur.

Innerhalb einer Frist von 45 Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung stellt der Bergingenieur der Exekutive die Akte samt seinem begründeten Gutachten zu.

Art. 36. Die Exekutive befindet über den Antrag innerhalb einer Frist von hundertzwanzig Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung.

Der Erlass ist begründet.

Er gibt die Dauer der genehmigten Benutzung an.

Art. 37. Innerhalb fünfzehn Tagen wird der Erlass per Einschreiben an den Antragsteller und an die in Artikel 34, Absatz 3, erwähnten Personen gesandt.

Er wird dem Bergingenieur, dem beauftragten Beamten und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium abschriftlich zugestellt und gemäss den Vorschriften von Artikel 12 bekanntgemacht.

Die dem Gewinnungsberechtigten zur Inangriffnahme seiner Gewinnungsarbeiten eingeräumte Frist ruht ab dem Einreichen des in Artikel 32 erwähnten Antrags bis zur Zustellung des Erlasses der Exekutive.

Art. 38. Für die Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren bei gemeinnützigen Enteignungen versteht man zur Bestimmung der Entschädigung für den Eigentümer unter :

— Enteigner : den Inhaber des Rechtes zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke;

— königlichem Enteignungserlass : den Erlass der Exekutive, durch den einem Unternehmen die Erlaubnis zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke erteilt wird;

— Enteigneter : der Eigentümer der Grundstücke, deren Benutzung und Bewirtschaftung genehmigt worden ist.

KAPITEL V. — *Begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb*

Art. 39. Der begutachtende Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb setzt sich aus 21 Mitgliedern zusammen, nL sieben Beamten, sieben Vertretern der Betreiber und sieben Mitgliedern, die verschiedene Interessen vertreten, worunter vier Mitglieder die Umweltschutzvereinigungen, zwei Mitgliedern die Interessen der Landwirte und ein Mitglied die Vereinigung der Städte und Gemeinden Belgiens vertreten.

Art. 40. Die sieben Mitglieder aus der Beamtenschaft sind :

1. der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Vorsitzender des Ausschusses oder sein Vertreter;

2. 6 durch die Exekutive bezeichnete Mitglieder als Vertretung :

a) der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

b) der Generaldirektion der Raumordnung und des Städtebaus;

c) der Generaldirektion der Wirtschaft und der Arbeitsbeschaffung;

d) der Generaldirektion der Ortsbehörden.

Die Exekutive bezeichnet ein Ersatzmitglied für jedes der sechs Mitglieder.

Art. 41. Auf Vorschlag der Vereinigungen der Betreiber ernannt die Exekutive sieben ordentliche Mitglieder und sieben Ersatzmitglieder, die die verschiedenen technischen, wirtschaftlichen und geographischen Interessen der Steinbruchbetreiber vertreten.

Auf Vorschlag der Umweltschutzvereinigungen ernannt die Exekutive vier ordentliche Mitglieder und vier Ersatzmitglieder.

Auf Vorschlag der Vereinigungen der Landwirte ernannt die Exekutive zwei ordentliche Mitglieder und zwei Ersatzmitglieder.

Auf Vorschlag der Vereinigung der Städte und Gemeinden Belgiens ernannt die Exekutive ein ordentliches Mitglied und ein Ersatzmitglied.

Die Mandate werden persönlich und für eine Dauer von drei Jahren verliehen. Sie beginnen am Tage der Zustellung des Erlasses über die Ernennung der Ausschussmitglieder an die Betreffenden. Die Mitglieder können auf Bericht des Vorsitzenden des Ausschusses und nachdem sie angehört wurden durch die Exekutive abgesetzt werden.

Bei vorzeitigen Freiwerden eines Mandates nimmt die Exekutive die Ernennung des Vertreters für die Beendigung des Mandates vor.

Art. 42. Der Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr auf Einberufung des Vorsitzenden des für Steinbrüche zuständigen Ministers zusammen.

Art. 43. Die Ersatzmitglieder nehmen von Rechts wegen an den Sitzungen teil. Die ordentlichen Mitglieder können sich zu jeder Zeit durch ein Ersatzmitglied vertreten lassen; in diesem Fall hat dieses das Stimmrecht.

Art. 44. Die Entscheidungen des Ausschusses werden mit Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 45. Das Sekretariat des Ausschusses wird durch die Dekrete des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region wahrgenommen.

Art. 46. Der Ausschuss legt seine Geschäftsordnung fest. Diese wird durch den für Steinbrüche zuständigen Minister genehmigt.

Art. 47. Innerhalb des Ausschusses können Arbeitsgruppen gebildet werden, die mit der Untersuchung einer Frage, die in den Rahmen seines Auftrags fällt, beauftragt werden können; er bezeichnet das Mitglied, das in der Arbeitsgruppe den Vorsitz hat.

Art. 48. Der Ausschuss und die Arbeitsgruppen können einen oder mehrere Sachverständige heranziehen; diese haben beratende Stimme.

Art. 49. Die Berichte und Gutachten des Ausschusses werden dem für Steinbrüche zuständigen Minister zugestellt; dieser setzt die Exekutive darüber in Kenntnis.

Art. 50. Der Ausschuss hat seinen Sitz in Namur, in der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

KAPITEL VI. — *Schlussbestimmungen*

Art. 51. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 52. Der für Steinbrüche zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 31. Mai 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 90 — 3123

31 MEI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 maart 1990;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « decreet » : het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

— « mijnningenieur » : de directeur van de betrokken buitendienst van de afdeling voorkoming van verontreinigingen en beheer van de ondergrond;

— « gemachtigde ambtenaar » : de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde ambtenaar;

— « Executieve » : de Waalse Gewestexecutieve of de daartoe gemachtigde Minister.

HOOFDSTUK II. — *De winningsvergunning**Afdeling 1. — De toekenning van de vergunning*

Art. 2. De aanvragen om winningsvergunning voor groeven en bijhorigheden ervan dienen te worden ingediend in vier exemplaren bij het college van burgemeester en schepenen.

Indien de ontginning zich over het grondgebied van verscheidene gemeenten moet uitstrekken, dienen de aanvragen te worden ingediend bij ieder van de colleges van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten.

De aanvragen moeten bij ter post aangetekende brief worden gestuurd of bij het gemeentebestuur worden ingediend met, in beide gevallen, ontvangstbewijs.

Art. 3. § 1. Elke aanvraag om winningsvergunning, die een groef of een groefbijgebouw betreft, omvat de volgende aanduidingen en stukken :

1° de naam, voornaam, hoedanigheid en woonplaats van de aanvrager of wanneer het een rechtspersoon betreft, de firmanaam en de zetel ervan;

2° de aard en het voorwerp van de geplande ontginning;

3° het aantal tewerk te stellen werknemers;

4° de uiteenzetting over de voorafgaande milieu-effectwaardering bedoeld in Titel II van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;

5° de lijst van de kadastrale percelen waarop de geplande ontginning zal worden uitgevoerd;

6° een uittreksel uit de kadastrale legger die de namen vermeldt van de eigenaars van de percelen of delen van percelen waarop de geplande ontginning zal worden uitgevoerd en van de percelen die binnen een straal van 100 meter rond de geplande ontginning zijn gelegen;

7° een uittreksel uit het kadastraal plan dat de in de punten 5° en 6° vermelde percelen omvat;

8° een kaartuittreksel op een schaal van 1/25.000 dat de ligging van de ruimte geeft;

9° een kaartuittreksel op een schaal van 1/10.000 waarop de grenzen van de percelen of die van de bijhorigheden waarop de aanvraag betrekking heeft, worden aangegeven.

§ 2. Wanneer zij een groef betreft, moet de aanvraag om winningsvergunning de volgende bijkomende aanduidingen en stukken omvatten :

1° de geologische en hydrologische beschrijving van de plaats;

2° de aard van de te winnen stoffen, hun vermoedelijke jaarlijkse hoeveelheden alsmede hun bestemmingen;

3° het ontginnings- en bezettingsprogramma van de terreinen;

4° de ontginningsmethode alsmede de te gebruiken apparaten en procédés; de aard en het vermogen van de motoren;

5° de bestemming van de plaats na ontginning;

6° een uitvoerig onderzoek van de uit te voeren werken om de plaats overeenkomstig punt 5° herin te richten en van hun globale kosten, alsmede de uitvoeringsplanning van die werken gedurende of na de ontginning. Voor zover het herinrichtingsprogramma het aanbrengen van ophoogmateriaal vordert dat niet uit de ontginning afkomstig is, moet het dossier inlichtingen met betrekking tot de aard van dit materiaal en de ophogingsvoorwaarden omvatten;

7° de herinrichtingskosten van de plaats ten gevolge van de tot 31 december van het jaar dat het begin van de ontginning volgt, uit te voeren werken en de berekeningsformule van de borgstelling die de aanvrager voor de toepassing van artikel 26 aanbeveelt.

§ 3. Wanneer de aanvraag om winningsvergunning een groefbijhorigheid betreft, omvat zij bovendien de volgende aanvullende aanduidingen en stukken :

1° de beschrijving van de apparaten en van de te gebruiken procédés, de aard en het vermogen van de motoren; de stoffen en produkten die verwerkt zullen worden alsmede hun vermoedelijke jaarlijkse hoeveelheden;

2° het uitvoerings- en inwerkingtredingsprogramma van het ontwerp;

3° de plannen, op een schaal van 1/200 of op ieder andere voor het ontwerp meer geschikte schaal, die de geplande bijhorigheden beschrijven.

§ 4. De aanvraag om winningsvergunning omvat, naargelang van de gevallen, documenten betreffende de uitvoering van de technische werken in de zin van de artikelen 203 tot 226 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw.

Art. 4. Uiterlijk binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt het college van burgemeester en schepenen drie exemplaren van het dossier aan de mijnningénieur.

De mijnningénieur stuurt onverwijld een exemplaar van het dossier aan de gemachtigde ambtenaar; binnen acht dagen na ontvangst van dit exemplaar van het dossier zendt de gemachtigde ambtenaar een advies over de overeenstemming van het dossier met artikel 3 aan de mijnningénieur.

Binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvraag door het college, brengt de mijnningénieur verslag uit bij het college over de gelijkvormigheid van het dossier en brengt hij advies uit over de toepassing van het milieu-effectbeoordelingssysteem voorzien in het decreet van 11 september 1985 tot regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Wanneer uit het verslag blijkt dat het dossier onvolledig is, wordt de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag, bij ter post aangetekende brief, ervan op de hoogte gebracht door het college van burgemeester en schepenen; de aanvrager wordt meegedeeld welke stukken en inlichtingen ontbreken en dat de procedure overeenkomstig artikel 2, derde lid, onderbroken wordt totdat het dossier aangevuld is.

Art. 5. Binnen tien dagen na ontvangst van het verslag van de mijnningénieur over de volledigheid van het dossier opent het college van burgemeester en schepenen een openbaar onderzoek van dertig dagen door het aanplakken van een bericht dat het voorwerp van de aanvraag, de openings- en sluitingsdata van dit onderzoek alsmede de in artikel 6 bedoelde mogelijkheid vermeldt.

Dit bericht wordt aangeplakt tijdens de hele duur van het onderzoek op de ontginningszetel en op de gewone aanplakkingsplaatsen.

Het college van burgemeester en schepenen brengt, binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van tien dagen, individueel en aan huis, schriftelijk advies uit over de aanvraag, aan de eigenaren en aan de voornaamste bewoners van de gebouwen die binnen een omtrek van honderd meter zijn gelegen, alsmede aan de openbare besturen waarvan een verkeersweg, een waterloop, een bouwwerk of een willekeurige inrichting die in dezelfde omtrek gelegen is, afhangt.

Art. 6. Gedurende de duur van het onderzoek kunnen de vergunningsaanvraag en de daarbij gevoegde plannen door alle betrokkenen op het gemeentebestuur worden geraadpleegd.

Art. 7. Gedurende de duur van het onderzoek neemt een lid van het college van burgemeester en schepenen of een gemeentelijke ambtenaar, die door dit college wordt aangewezen de schriftelijke opmerkingen in ontvangst.

Bij het verstrijken van de voor het openbaar onderzoek vastgestelde termijn houdt het college zitting waar al degene die het wensen, gehoord worden; een proces-verbaal dat het openbaar onderzoek beëindigt, wordt opgemaakt aan het einde van de zitting.

Het proces-verbaal, alsmede de gedurende het onderzoek gemaakte schriftelijke of mondelinge opmerkingen kunnen de aanvragers ter hand gesteld worden.

Art. 8. Binnen de termijn van tien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek stuurt het college van burgemeester en schepenen het gehele dossier aan de mijnningénieur die het onverwijld aan de gemachtigde ambtenaar mededeelt.

Deze laatste stuurt het dossier binnen vijftig dagen te rekenen vanaf de sluitingsdatum van het onderzoek terug aan de mijnningénieur met zijn met redenen omkleed advies waarin hij, in voorkomend geval, de in artikel 15, c en d, van het decreet bedoelde maatregelen voorstelt.

Art. 9. De mijnningénieur mag de ambtenaren, inrichtingen of technische comités die hij nodig acht te horen, raadplegen.

Deze laatste overhandigen hun opmerkingen binnen vijftig dagen.

Binnen honderdtien dagen na de sluiting van het onderzoek stuurt de mijnningénieur het dossier terug aan het college van burgemeester en schepenen met zijn met redenen omkleed advies waarin hij, in voorkomend geval, de aan de aanvrager op te leggen voorwaarden voorstelt zowel voor de ontginning als voor de herinrichting van het terrein.

Wanneer hij het nodig acht, beschikt de mijnningénieur over een bijkomende termijn van dertig dagen om samen met de gemachtigde ambtenaar over te leggen.

Bij die gelegenheid kan deze laatste zijn advies herzien.

Art. 10. Het college van burgemeester en schepenen brengt binnen honderdtachtig dagen na de sluiting van het onderzoek zijn beslissing uit in de vorm van een met redenen omkleed besluit.

Wanneer het binnen deze termijn geen beslissing heeft genomen, kan de aanvrager bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, het college van burgemeester en schepenen aanmanen zijn beslissing binnen een termijn van dertig dagen te nemen.

Het verzuim van bekendmaking van de beslissing binnen die termijn komt neer op een afwijzing van de aanvraag.

Art. 11. Het besluit van het college van burgemeester en schepenen heeft betrekking op het eensluidende advies van de gemachtigde ambtenaar en op dit van de mijnningénieur.

De winningsvergunning stelt de termijn vast waarin de geplande ontginning moet worden uitgevoerd.

Zij bepaalt de geldigheidsduur van de vergunning die, wat de groef betreft, onbeperkt kan zijn.

Zij stelt de in artikel 15 van het decreet bedoelde voorwaarden en maatregelen vast en bepaalt met name als voorwaarden van de vergunning :

- 1° de inachtneming van de voorschriften van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en de bijlagen ervan, met uitzondering van Titel I;
- 2° het verbod de ontginning gedurende twee opeenvolgende jaren te onderbreken;
- 3° de bestemming van de plaats na ontginning;
- 4° de verplichting de instructies van de mijnningénieur na te komen wanneer de ontginning een gevaar voor de gezondheid of de openbare veiligheid inhoudt.

Art. 12. Een afschrift van het besluit en van zijn bijlagen wordt binnen tien dagen aan de mijnningénieur, de gemachtigde ambtenaar en de aanvrager gestuurd.

Het besluit wordt gedurende tien dagen woordelijk aangeplakt op het gemeentehuis en op de zetel van de geplande ontginning. Die aanplakking vindt plaats binnen vijf dagen na de genomen beslissing.

Een onder dezelfde voorwaarden aangeplakt bericht kan echter de woordelijke aanplakking vervangen. Dit bericht vermeldt de genomen beslissing en vestigt de aandacht van het publiek op het feit dat de integrale tekst van het besluit en van de opgelegde voorwaarden op het gemeentebestuur kan worden geraadpleegd.

De beslissing wordt bovendien onverwijld ter kennis van de in artikel 5, derde lid, bedoelde openbare besturen gebracht.

Art. 13. Het in artikel 14, § 2, van het decreet bedoelde beroep wordt binnen twintig dagen na de in artikel 12 voorgeschreven eerste dag van aanplakking, bij een ter post, aangetekende brief, aan de Executieve gestuurd.

Wanneer de aanvraag, met toepassing van artikel 10, derde lid, verworpen wordt, loopt de termijn te rekenen vanaf de ééndertigste dag met ingang van de in artikel 10, tweede lid, bedoelde betekening.

Indien het beroep door de mijnningénieur, de gemachtigde ambtenaar of een betrokken derde wordt ingediend, moeten die personen er tegelijkertijd een afschrift van betekenen aan de aanvrager van de winningsvergunning.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het beroep betekent de Executieve dit beroep aan het college van burgemeester en schepenen dat haar het dossier binnen acht dagen overhandigt.

Art. 14. Indien het beroep door de gemachtigde ambtenaar of de mijnningénieur wordt ingediend, beslist de Executieve daarover binnen drie maanden.

In de andere gevallen wordt deze termijn op zes maanden gebracht.

Indien de Executieve binnen de in de eerste en tweede leden bedoelde termijnen geen uitspraak kan doen, kan zij die termijnen verlengen bij een gemotiveerd besluit dat aan de betrokkenen wordt betekend.

Art. 15. De definitieve beslissing over het beroep wordt binnen vijftien dagen aan het college van burgemeester en schepenen betekend en overeenkomstig en binnen de in artikel 12 bepaalde termijn ter kennis van de betrokkenen gebracht.

Art. 16. De titularis van de winningsvergunning wordt ertoe gehouden de voor het begin van de werken vastgestelde datum ten minste vijftien dagen van te voren ter kennis van de mijnningénieur te brengen.

Afdeling 2. — Wijziging, verandering van titularis, nieuwe verplichtingen, intrekking en schorsing van de vergunning

Art. 17. § 1. Elke uitbreiding van de ontginning tot nieuwe percelen en elke oprichting van nieuwe bijhorigheden worden onderworpen aan een vergunning welke overeenkomstig de artikelen 2 tot 16 wordt verleend.

§ 2. Wanneer de aan de bijhorigheden of aan de werking ervan aan te brengen wijzigingen, verbouwingen of ontwikkelingen niet overeenstemmen met de door de vergunning opgelegde ontginningsvoorwaarden of wanneer zij van dien aard zijn dat gevaren, de ongezondheid of de hinder jegens de aanwonenden of het leefmilieu verergeren, dient de winningsvergunning aan een voorafgaande wijziging te worden onderworpen.

De vergunning dient eveneens aan een voorafgaande wijziging te worden onderworpen voor elke verandering met betrekking tot de krachtens artikel 15, c en d, van het decreet opgelegde voorwaarden.

De artikelen 2 tot 16 zijn van toepassing op de aanvraag om wijziging.

§ 3. Wanneer de exploitant met toepassing van § 2 de wijziging vraagt van een vergunning die na beroep door de Executieve werd toegekend, wordt die aanvraag eveneens aan de artikelen 2 tot 16 onderworpen.

De beslissing van het college van burgemeester en schepenen bedoeld in artikel 10, eerste lid, wordt vervangen door een aan de Executieve gegeven advies.

Dit advies en het volledige dossier worden binnen vijftien dagen aan de Executieve gestuurd.

Indien het college van burgemeester en schepenen verzuimt zijn advies binnen de in artikel 10, eerste lid, bedoelde termijn te betekenen, mag de exploitant bij aangetekende brief waarvan een afschrift op dezelfde dag aan het college van burgemeester en schepenen wordt betekend, de Executieve verzoeken het onderzoek van het dossier voort te zetten; het college stuurt het dossier binnen acht dagen aan de Executieve.

De Executieve beslist bij een met redenen omkleed besluit over de aanvraag binnen een termijn van drie maanden na de dag waarop zij het advies van het college van burgemeester en schepenen heeft ontvangen of, bij gebreke ervan, op het verzoek van de exploitant om het onderzoek van het dossier voort te zetten.

Wanneer de Executieve zich binnen die termijn niet kan uitspreken, mag zij die termijn verlengen bij een met redenen omkleed besluit dat aan de aanvrager wordt betekend en waarvan een afschrift aan de mijn-ingenieur wordt overgemaakt.

§ 4. Het dossier met betrekking tot de aanvraag om wijziging bedoeld in de §§ 2 en 3, wordt enkel aan de gemachtigde ambtenaar gestuurd indien het de in artikel 41 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw of in artikel 15, c en d, van het decreet bedoelde veronderstellingen betreft.

Op éénsluitend advies van de mijn-ingenieur dat met diens verslag over de volledigheid van het dossier wordt afgegeven, stelt het college van burgemeester en schepenen de in de §§ 2 en 3 bedoelde aanvraag om wijziging vrij van het openbaar onderzoek wanneer het project niet van aard is de gevaren, de ongezondheid of de hinder jegens de aanwonenden of het leefmilieu te verergeren.

In dit geval stelt het college de aanvrager en de mijn-ingenieur er onmiddellijk van op de hoogte.

De datum van die kennisgeving geldt als sluitingsdatum van het openbaar onderzoek voor de toepassing van de artikelen 8 tot 10.

§ 5. Elke wijziging met betrekking tot de exploitatie welke in de §§ 1 en 2 niet bedoeld is, dient vooraf aan de mijn-ingenieur te worden betekend.

Art. 18. Wanneer een exploitatie door een andere persoon dan de titularis van de winningsvergunning wordt overgenomen, moeten die persoon of haar rechthebbenden en de nieuwe exploitant een gezamenlijke verklaring bij het college van burgemeester en schepenen afleggen.

De nieuwe exploitant bevestigt bij die gelegenheid schriftelijk dat hij van de vergunning inzage heeft genomen, dat hij dezelfde activiteiten zal voortzetten en de vastgestelde voorwaarden aanneemt.

Het college van burgemeester en schepenen verleent akte van zijn verklaring aan de nieuwe exploitant.

Het stuurt een afschrift daarvan aan de gemachtigde ambtenaar en de mijn-ingenieur.

Art. 19. Het college van burgemeester en schepenen kan de exploitant bij een met redenen omkleed besluit, nieuwe verplichtingen opleggen na advies of op de voordracht van de mijn-ingenieur.

Dit besluit wordt genomen op éénsluitend advies van de gemachtigde ambtenaar indien het de herinrichting van de plaats betreft.

Indien de nieuwe verplichtingen een wijziging van het herinrichtingsprogramma betreffen, mogen zij geen verbintenissen met zich brengen die meer dan 10 % bedragen van die bepaald in de oorspronkelijke winningsvergunning, noch een wijziging van het ontginningsprogramma.

Het besluit heeft betrekking op het advies of op het voorstel van de mijn-ingenieur en, in voorkomend geval, op dat van de gemachtigde ambtenaar.

Art. 20. De winningsvergunning kan geschorst of ingetrokken worden indien de exploitant de opgelegde voorwaarden niet naleeft.

Het in artikel 19 van het decreet bedoelde proces-verbaal vermeldt de termijn waarin de exploitant zijn schriftelijke voorstellen of verklaringen mag voorleggen.

Het opschortings- of intrekkingbesluit moet met redenen worden omkleed; het wordt genomen door het college van burgemeester en schepenen, na advies of op voorstel van de mijn-ingenieur en, in de in artikel 19, § 1, 2^o, van het decreet bedoelde hypothesen, na advies of op voorstel van de gemachtigde ambtenaar.

De exploitant wordt ten minste vijftien dagen van te voren bij aangetekende brief op de hoogte gebracht van de plaats, de dag en het uur waarop hij vooraf door het college van burgemeester en schepenen zal kunnen gehoord worden.

Gedurende die termijn kan de exploitant op het gemeentebestuur kennis nemen van het dossier.

Art. 21. Wanneer de mijn-ingenieur of de gemachtigde ambtenaar, met toepassing van de voormelde artikelen 19 en 20, de wijziging, de schorsing of de intrekking van de winningsvergunning voorstelt, beslist het college van burgemeester en schepenen binnen dertig dagen.

Indien het college van burgemeester en schepenen zijn beslissing binnen die termijn verzuimt bekend te maken, kan de mijn-ingenieur of de gemachtigde ambtenaar het bij aangetekende brief aanmanen binnen een termijn van dertig dagen uitspraak te doen.

Bij gebrek aan een betekende beslissing binnen die termijn wordt de aanvraag als verworpen beschouwd.

De artikelen 12, 13, eerste en derde leden, en 15 zijn van toepassing wat betreft de maatregelen inzake bekendmaking en de beroepen met betrekking tot de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Wanneer de aanvraag, met toepassing van het derde lid van onderhavig artikel, verworpen wordt, loopt de beroepstermijn te rekenen vanaf de ééndertigste dag na de in het tweede lid bedoelde aanmaning.

Indien het beroep door de exploitant wordt ingesteld, beslist de Executieve binnen twee maanden.

Indien zij binnen die termijn geen uitspraak kan doen, mag zij hem verlengen met een met redenen omkleed besluit dat aan de betrokkenen wordt betekend.

Betreft het een vergunningschorsing of -intrekking, dan wordt de exploitant ten minste vijftien dagen van te voren bij aangetekende brief op de hoogte gebracht van de plaats, de dag en het uur waarop hij door de Executieve zal kunnen gehoord worden.

Art. 22. Wanneer de vergunning na beroep door de Executieve verleend werd, zijn de artikelen 19 en 20 van toepassing.

De in de artikelen 19, eerste lid, en 20, derde lid, bedoelde beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt echter door een voor de Executieve bestemd advies vervangen.

Dit advies en het volledige dossier worden binnen vijftien dagen aan de Executieve gezonden. Een afschrift van het advies wordt op dezelfde dag aan de exploitant, de mijnningénieur en de gemachtigde ambtenaar betekend.

Wanneer het voorstel van nieuwe verplichtingen, van intrekking of opschorting door de mijnningénieur of de gemachtigde ambtenaar wordt ingediend, moet het advies van het college van burgemeester en schepenen binnen dertig dagen worden ingewonnen.

Bij ontstentenis ervan kan de mijnningénieur of de gemachtigde ambtenaar de Executieve bij aangetekende brief waarvan een afschrift op dezelfde dag aan de exploitant en aan het college van burgemeester en schepenen wordt betekend, verzoeken om het onderzoek van het dossier voort te zetten; het college stuurt het dossier binnen acht dagen aan de Executieve.

Indien het een vergunningsopschorting of -intrekking betreft, wordt de exploitant ten minste vijftien dagen van te voren bij aangetekende brief op de hoogte gebracht van de plaats, de dag en het uur waarop hij door de Executieve zal kunnen worden gehoord.

De beslissing van de Executieve wordt overeenkomstig artikel 15 bekendgemaakt en betekend.

Afdeling 3. — Bijzondere bepaling in geval van milieu-effectonderzoek

Art. 23. Wanneer de aanvraag om winningsvergunning of de wijziging ervan, met toepassing van artikel 10 van het decreet van 11 september 1985 en de uitvoeringsbesluiten ervan, tot regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest, aanleiding geeft tot de uitvoering van een effectonderzoek, worden de termijnen opgeschort tot de bekendmaking van het milieu-effectrapport.

Het project wordt vrijgesteld van het openbaar onderzoek voorzien in de artikelen 5 tot 7 van onderhavig besluit.

De datum van de bekendmaking van het effectrapport geldt als sluitingsdatum van het openbaar onderzoek voor de toepassing van de artikelen 8 tot 10 en 17.

HOOFDSTUK III. — Herinrichting van de plaats en borgstelling

Art. 24. Wanneer de winningsvergunning een herinrichting van de plaats na het einde van de ontginning oplegt, stelt zij de geraamde kosten van de herinrichtingswerken vast.

Die kosten worden ieder jaar aan de index aangepast op basis van de index van de bouwrijzen op 31 december van het afgelopen jaar, waarbij de basisindex gelijk is aan de index van de maand waarop de winningsvergunning afgegeven wordt.

Art. 25. De winningsvergunning bepaalt het bedrag van de voor het begin van de werken aan te wenden borgstelling op basis van de geraamde herinrichtingskosten voortkomend uit de werken die tot 31 december van het jaar na dat van het begin van de ontginning moeten worden uitgevoerd.

Art. 26. § 1. Het bedrag van de borgstelling wordt elk jaar aangepast, behalve voor het jaar dat het begin van de werken volgt.

Daartoe moet de exploitant elk jaar uiterlijk op 31 januari aan de mijnningénieur mededelen :

1° de op 31 december van het afgelopen jaar reeds vrijgemaakte totale oppervlakte of de op die datum reeds uitgewonnen totale omvang, volgens het geval;

2° de waarde van de op de plaats reeds uitgevoerde herinrichtingswerken;

3° de bewijsstukken die het onderzoek van de medegedeelde waarden mogelijk maken;

4° de berekening van het totaal bedrag van de borgstelling aangepast op basis van de voormelde inlichtingen en opgemaakt overeenkomstig één van de volgende twee formules vastgesteld in de winningsvergunning :

$$a) \frac{C.E. \times S.}{S.T.} - T.R.$$

C.E. : geraamde kosten van alle herinrichtingswerken

S. : de op 31 december van het verstreken jaar vrijgemaakte oppervlakte

S.T. : de door de winningsvergunning gemachtigde totale oppervlakte

T.R. : waarde van de reeds uitgevoerde herinrichtingswerken.

$$b) \frac{C.E. \times V.}{V.T.} - T.R.$$

C.E. : geraamde kosten van alle herinrichtingswerken

V. : de op 31 december van het verstreken jaar ontgonnen omvang

V.T. : de te ontginnen totale omvang

T.R. : waarde van de reeds uitgevoerde herinrichtingswerken.

§ 2. Binnen zestig dagen na de in § 1 bedoelde bekendmaking en na onderzoek en een eventuele verbetering betekent de mijnningénieur aan de exploitant het bedrag van de aangepaste borgstelling.

Na het verstrijken van die termijn wordt het bedrag van de door de exploitant berekende aanpassing als goedgekeurd beschouwd.

Wanneer de exploitant de in § 1 bedoelde inlichtingen niet binnen de vereiste termijn mededeelt, wordt het bedrag van ambtswege door de mijnningénieur bepaald.

In geval van meningsverschil over het betekende bedrag beschikt de exploitant over een termijn van dertig dagen om een bezwaar bij aangetekende brief, waarvan een afschrift op dezelfde dag aan de mijnningénieur wordt betekend, bij de Executieve in te dienen.

De mijnningénieur stuurt het dossier binnen acht dagen aan de Executieve.

Het beroep is niet opschortend.

Het besluit van de Executieve is met redenen omkleed.

Het besluit wordt aan de exploitant, de mijnningénieur, de gemachtigde ambtenaar en het college van burgemeester en schepenen betekend.

§ 3. Op basis van het totaal bedrag van de heraangepaste, betekende of als goedgekeurd geldende borgstelling en voor zover dit bedrag voor meer dan 10 % van het bedrag van de aangewende borgstelling afwijkt, wordt de borgstelling binnen dertig dagen door de exploitant opnieuw aangepast. Hij deelt de rechtvaardiging ervan mede aan de mijnningénieur.

Art. 27. De borgstelling moet gezamenlijk op naam van de gemeente en van het Waalse Gewest worden vastgezet.

Art. 28. Indien de werkelijke verhoging van de kosten van de herinrichtingswerken met de overeenkomstig artikel 24 vastgestelde waarde niet overeenstemt, gaat de exploitant over tot een nieuwe schatting van die kosten alvorens ze aan het college van burgemeester en schepenen voor te leggen.

Zoniet wordt dit bedrag herzien volgens de in de artikelen 19, 21 en 22 bepaalde modaliteiten.

Art. 29. Wanneer de exploitant het herinrichtingsprogramma niet naleeft, wordt overeenkomstig artikel 19 van het decreet, een proces-verbaal opgemaakt.

Een afschrift van dit proces-verbaal wordt aan het college van burgemeester en schepenen gestuurd.

De exploitant beschikt over een termijn van één maand met ingang van de bekendmaking van het proces-verbaal om de werken uit te voeren of zijn opmerkingen of voorstellen in te dienen.

Na het verstrijken van die termijn of bij gebrek aan uitvoering dient de mijnningénieur of de gemachtigde ambtenaar, naargelang van het geval, zijn verslag in bij het college van burgemeester en schepenen.

Op het gezamenlijk voorstel van de mijnningénieur en van de gemachtigde ambtenaar kan het college van burgemeester en schepenen bij een met redenen omkleed besluit de in het herinrichtingsprogramma voorziene werken laten uitvoeren onder het toezicht van het bestuur en beroep doen op de borgstelling ten belope van het vastgestelde bedrag.

Dit besluit wordt bij een ter post aangetekende brief aan de exploitant betekend.

Binnen dertig dagen kan de exploitant bij een ter post aangetekende brief waarvan een afschrift op die dag aan de mijnningénieur, de gemachtigde ambtenaar en aan het college van burgemeester en schepenen wordt betekend, een opschortend beroep bij de Executieve indienen.

Het besluit van de Executieve is met redenen omkleed.

Het besluit wordt aan de exploitant, de mijnningénieur, de gemachtigde ambtenaar en het college van burgemeester en schepenen betekend.

Art. 30. Indien het college van burgemeester en schepenen het in artikel 29, vijfde lid, bedoelde voorstel weigert of binnen drie maanden de beslissing verzuimt te nemen, dient de mijnningénieur of de gemachtigde ambtenaar, naar gelang van het geval, verslag in bij de Executieve.

Deze laatste kan de in het herinrichtingsprogramma voorziene werken laten uitvoeren onder het toezicht van het bestuur en het machtigen de borg ten belope van het vastgestelde bedrag aan te vragen.

Art. 31. Na herinrichting van de plaats legt de exploitant verklaring daarvan af bij een ter post aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen.

Een afschrift van die verklaring wordt medegegeeld aan de mijnningénieur en aan de gemachtigde ambtenaar.

Met hun instemming laat het college van burgemeester en schepenen binnen drie maanden na de in het eerste lid bedoelde verklaring de borgstelling ten gunste van de exploitant vrijmaken.

Bij gebreke ervan mag de exploitant bij een ter post aangetekende brief waarvan een afschrift op dezelfde dag aan de mijnningénieur, de gemachtigde ambtenaar en het college van burgemeester en schepenen wordt betekend, een beroep indienen bij de Executieve.

De Executieve beslist binnen drie maanden bij een met redenen omkleed besluit. Dit besluit wordt betekend aan de exploitant, de mijnningénieur en het college van burgemeester en schepenen.

HOOFDSTUK IV. — *Het recht andermans gronden te bezetten en te ontginnen*

Art. 32. De aanvraag om bezetting en ontginning van andermans gronden overeenkomstig artikel 8 van het decreet wordt bij aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de Executieve gestuurd.

Zij omvat de volgende verwijzingen en documenten :

1° de naam, voornaam, hoedanigheid en woonplaats van de aanvrager of de firma en de zetel wanneer het een rechtspersoon betreft;

2° het eensluitend afschrift van de winningsvergunning met betrekking tot de percelen waarvan de bezetting wordt gevraagd;

3° de winningsvergunningen waarvan de aanvrager houder is;

4° de vermoedelijke jaarlijkse hoeveelheden die uit andermans terrein dienen te worden gewonnen, alsmede hun bestemming;

5° het gemiddelde van de door de aanvrager gedurende de vijf laatste jaren gewonnen hoeveelheden;

6° een memorie die de aanvraag om bezettings- en ontginning van andermans terrein verantwoordt;

7° een situatieplan op een schaal van 1/10.000 dat de grenzen van de percelen aanwijst waarvoor een winningsvergunning reeds verleend werd en een plan van de ontgonnen oppervlakte;

8° een getuigschrift van de hypotheekbewaarder betreffende andermans gronden.

Art. 33. De Executieve stuurt de aanvraag en het dossier aan de mijnningénieur binnen dertig dagen na ontvangst ervan.

De mijnningénieur gaat na of het dossier met de bepalingen van artikel 32 overeenstemt.

Zoniet brengt de mijnningénieur de aanvraag daarvan op de hoogte bij een ter post aangetekende brief van binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag; de aanvrager wordt op de hoogte gebracht van de ontbrekende stukken en inlichtingen en van het feit dat de procedure opgeschort is totdat hij die documenten aan de mijnningénieur gestuurd heeft.

Art. 34. De mijnningénieur stuurt het dossier aan het college van burgemeester en schepenen dat uiterlijk op de negentigste dag na indiening van de aanvraag een openbaar onderzoek opent.

De artikelen 5 en 7 zijn van toepassing op dit onderzoek.

Bovendien brengt het college van burgemeester en schepenen bij de opening van het openbaar onderzoek, tegelijkertijd, individueel en aan huis, schriftelijk advies uit over de aanvraag aan de eigenaren die niet hebben ingestemd met de bezetting en de ontginning van hun grond, alsmede aan de exploitanten van ondernemingen van dezelfde aard als die van de aanvrager welke op minder dan één kilometer van de percelen waarop die aanvraag betrekking heeft, zijn gelegen.

Art. 35. Het college van burgemeester en schepenen stuurt het dossier aan de mijnningénieur binnen een termijn van tien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek.

De mijnningénieur stuurt het dossier met zijn met redenen omkleed advies aan de Executieve binnen een termijn van vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek.

Art. 36. De Executieve beslist over de aanvraag binnen een termijn van honderdtwintig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek.

Het besluit is met redenen omkleed.

Het besluit vermeldt de toegestane bezettingsduur.

Art. 37. Het besluit wordt binnen vijftien dagen aan de aanvrager en aan de in artikel 34 bedoelde personen bij een ter post aangetekende brief betekend.

Een afschrift van dit besluit wordt aan de mijnningenieur, de gemachtigde ambtenaar en het college van burgemeester en schepenen overgemaakt en overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 bekendgemaakt.

De termijn die aan de houder van de winningsvergunning toegekend wordt om zijn ontginningswerken aan te vatten, wordt opgeschort vanaf de indiening van de in artikel 32 bedoelde aanvraag tot de betekening van het besluit van de Executieve.

Art. 38. Voor de toepassing van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte met het oog op de berekening van de aan de eigenaar verschuldigde vergoeding, dient te worden verstaan onder :

— de onteigenende instantie : de begunstigde van het recht de andermans gronden te bezetten en te ontginnen;

— het koninklijk besluit tot onteigening : het besluit van de Executieve dat een onderneming ertoe bezetten machtigt andermans gronden te bezetten en te ontginnen;

— de onteigende : de eigenaar van gronden waarvan de bezetting en de ontginning werden toegestaan.

HOOFDSTUK V. — *De Regionale Adviescommissie voor de ontginning van groeven*

Art. 39. De Regionale Adviescommissie voor de ontginning van groeven bestaat uit 21 leden, hetzij zeven ambtenaren, zeven vertegenwoordigers van de exploitanten en zeven vertegenwoordigers van verschillende belangen waaronder vier leden die de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu vertegenwoordigen, twee leden die de belangen van de landbouwers vertegenwoordigen en een lid dat de Vereniging van de Belgische Steden en Gemeenten vertegenwoordigt.

Art. 40. De zeven ambtenaren zijn :

1^o de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, voorzitter van de commissie of zijn gemachtigde;

2^o zes leden aangewezen door de Executieve en die met name de volgende instanties vertegenwoordigen :

a) de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

b) de Algemene Directie voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en voor Huisvesting;

c) de Algemene Directie voor Economie en Tewerkstelling;

d) de Algemene Directie voor Lokale Besturen.

De Executieve wijst een plaatsvervanger aan voor ieder van de zes leden.

Art. 41. Op het voorstel van de exploitantenverenigingen worden zeven werkende leden en zeven plaatsvervangende leden benoemd door de Executieve die de verschillende technische, economische en geografische belangen van de groefexploitanten vertegenwoordigen.

Op het voorstel van de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu worden vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden benoemd door de Executieve.

Op het voorstel van de landbouwersverenigingen worden twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden benoemd door de Executieve.

Op het voorstel van de Vereniging van de Belgische Steden en Gemeenten wordt een werkend lid en een plaatsvervangend lid benoemd door de Executieve.

De mandaten zijn persoonlijk en worden uitgeoefend voor een termijn van drie jaar. Zij treden in werking op de dag waarop het besluit houdende benoeming van de commissieleden aan de betrokkenen wordt bekendgemaakt. De leden kunnen door de Executieve worden afgezet op verslag van de voorzitter van de commissie en nadat zij gehoord werden.

In geval van vacature van een mandaat voor het verstrijken van zijn termijn benoemt de Executieve de plaatsvervanger om dit mandaat te voltooien.

Art. 42. De Commissie vergadert ten minste tweemaal op oproeping van de voorzitter of van de Minister tot wiens bevoegdheid de groeven behoren.

Art. 43. De plaatsvervangers wonen van rechtswege de vergaderingen bij. De werkende leden kunnen zich op elk ogenblik door een plaatsvervanger laten vervangen; in dat geval heeft deze laatste stemrecht.

Art. 44. De beslissingen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 45. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Art. 46. De Commissie stelt haar reglement van inwendige orde vast. Dit reglement wordt goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid de groeven behoren.

Art. 47. De Commissie kan in haar midden werkgroepen samenstellen die belast worden met de voorbereiding van het onderzoek van een onderwerp dat deel uitmaakt van haar opdracht; zij wijst het lid aan dat het voorzitterschap van de werkgroep zal waarnemen.

Art. 48. De Commissie en de werkgroepen kunnen beroep doen op één of verschillende deskundigen; deze laatsten hebben raadgevende stem.

Art. 49. De verslagen en adviezen worden gestuurd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de groeven behoren; hij brengt er de Executieve van op de hoogte.

Art. 50. De Commissie heeft haar zetel te Namen bij de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 51. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 52. De Minister tot wiens bevoegdheid de groeven behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN